

bimensuel
n°45 • 15/02/79
5Ff • 35 f/B • 3 f/S •

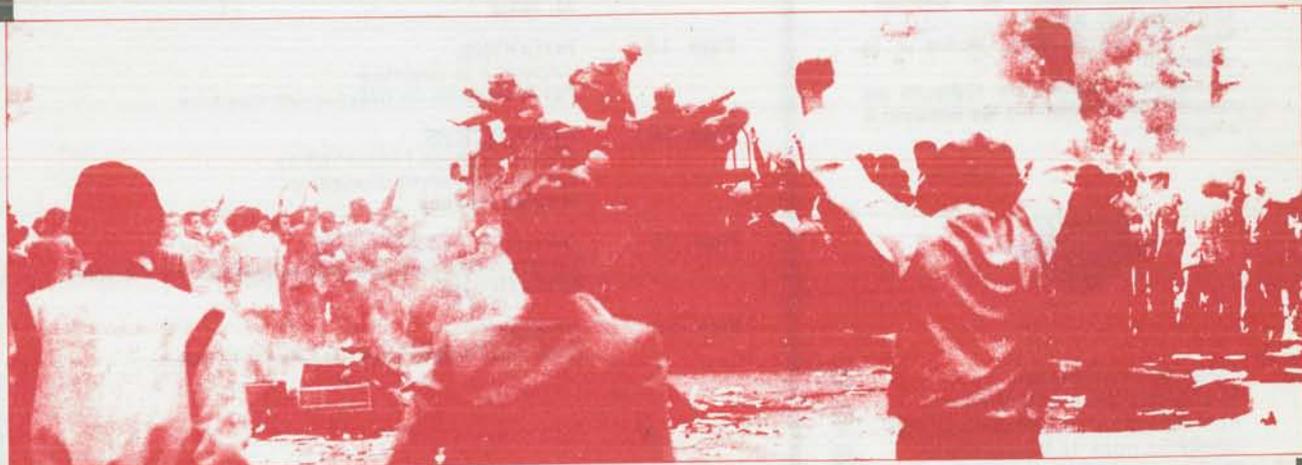
INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

révolution iranienne :

L'INSURRECTION BALAIE

L'ANCIEN REGIME



**Pour les Etats.Unis
socialistes d'Europe**

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



**Abonnement
UN an
25 numéros**



TARIFS

100FF, 50 FS, 700 FB, 20 dollars Can.
Par avion, USA et Canada :
30 dollars par an.
Pour les autres pays écrire à la
rédaction
Versement : libeller les chèques au
nom de Pascal Henri et les envoyer à
« Inprecor ».



Découper ce bulletin
et le retourner à « Inprecor »
accompagné d'un chèque bancaire
libellé au nom de Pascal Henri
Boîte postale 57,
93101 - Montreuil Cédex - France

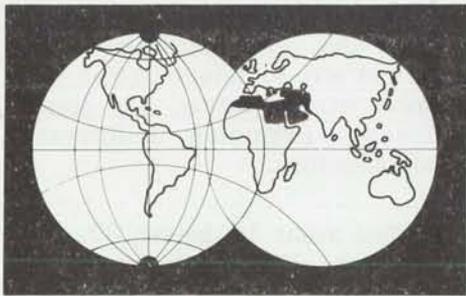
NOM
PRENOM
ADRESSE
.....
.....
PAYS

Sommaire

- Page 3 IRAN
Trois jours qui balayèrent l'ancien régime
- Page 6 Pour une république ouvrière et paysanne
Déclaration du PST (Iran)
- Page 8 MOYEN-ORIENT
La nature de la période
Première partie : éléments de changements structurels
M. Jafar
- Page 13 POLOGNE
« Appel à la société »
Par le Comité de défense des ouvriers
- Page 19 LES NOTRES
Joseph Hansen (1910-1979)
La vie d'un révolutionnaire
George Novack
- Page 23 GRANDE - BRETAGNE
Le gouvernement travailliste passera-t-il l'hiver ?
Brian Grogan
- Page 29 EUROPE
Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe

« Inprecor », Boîte postale 57, 93101, Montreuil/Cedex - France
Directeur de publication : Jean-François Godchau
Imprimé par Rotographie (Montreuil). Commission paritaire :
No 59 117

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction. Les articles non signés expriment
les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.



IRAN

Trois jours qui balayèrent l'ancien régime

Le récit qui suit de l'insurrection de Téhéran des 9 au 12 février a été réalisé à partir des rapports d'une équipe de journalistes trotskystes opérant sur le terrain : Brian Grogan, de l'organe britannique *Socialist Challenge*, F. Eteffany, d'*Information ouvrière* et Michel Rovere, de *Rouge* (France) et de Cindy Jaquith du *Militant* (USA).

● Téhéran - - C'est le dimanche 11 février que l'insurrection a culminé en Iran. Un soulèvement d'une ampleur sans précédent a renversé le gouvernement de la monarchie Palhavi. Les forces armées iraniennes - plus fortes en hommes et en matériels que celles de l'impérialisme britannique - se sont effondrées face au défi populaire et à la révolte des soldats.

Le tocsin a commencé à sonner pour le régime du Shah quand l'armée s'est révélée incapable d'interdire au leader religieux exilé, l'Ayatollah Khomeini, le retour au pays. L'arrivée en Iran, le 1er février, de Khomeini, symbole du combat nationaliste, a précipité le soulèvement.

Cela faisait déjà près de cent jours que les travailleurs étaient engagés dans une grève générale. Les paysans avaient saisi les machines agricoles, le bétail, et quelques terres. La gendarmerie ou les postes de police étaient désertés dans les villages. Après

le retour de Khomeini, les villes telles que la très industrielle Ispahan, passaient sous le contrôle de la population.

L'événement qui conduisit directement à l'insurrection de Téhéran fut la manifestation du 8 février, forte de plus d'un million de personnes, appelée par Khomeini pour soutenir Medhi Bazargan, le Premier ministre qu'il avait nommé à la tête du gouvernement provisoire. Des centaines de membres de la base militaire aérienne de Doshan Tattéh, participaient en uniforme à la manifestation.

Le jour d'avant, des représentants de l'Armée de l'air s'étaient rendus au quartier général de Khomeini pour déclarer leur allégeance à son gouvernement provisoire.

Face au mouvement ininterrompu le personnel de l'Armée de l'air et à l'effondrement rapide de la discipline sur les bases aériennes, les troupes d'élite de la Garde royale furent envoyées attaquer la base de Doshan Tattéh, le 9 février, afin d'éviter que l'exemple des aviateurs ne fasse tache d'huile. La bataille de Doshan Tattéh fut le début de ce qui devint un soulèvement d'ampleur nationale. Soutenu par la population de Téhéran, le personnel de l'Armée de l'air mis en échec l'attaque de la Garde royale.

Bien que ce soit dans l'aviation que les forces d'opposition aient été les plus visibles, les

trois jours qui suivirent montrèrent que c'était en fait l'armée tout entière qui se désintégraient. La terrible expérience consistant à tirer sur ses frères et sœurs, le puissant appel que représentait les manifestations massives contre le Shah et la grève générale avaient eu un impact profond sur les soldats. Avant la dernière insurrection, il restait des questions sans réponse sur ce qui se passerait quand l'armée serait placée devant une véritable épreuve de force. Ce qui s'est passé durant ces trois jours, ce fut l'effondrement de l'armée qui conduisit à la victoire du peuple iranien sur la monarchie. A minuit, le 9 février, le silence du couvre-feu était brusquement brisé par les cris de «Allah ho akbar!», «Allah est grand!». «Allah ho akbar!» était devenu le cri de bataille du peuple iranien. Il exprimait à la fois le défi des masses face au Shah et un cri d'alarme. Il provenait cette fois de la base aérienne de Doshan Tattéh, dont le personnel appelait à l'aide tous ceux qui vivaient dans les environs. Celui-ci avait en effet appris la venue de forces de la Garde royale des quartiers Nord de Téhéran. Le personnel de la base se prépara à la défense, les soldats élurent de nouveaux officiers pour diriger la bataille; des armes furent distribuées.

L'appel à l'aide provoqua un mouvement massif de solidarité révolutionnaire parmi les habitants du quartier. Ils sortirent par milliers de leurs habitations,

défiant le couvre-feu, accourant vers la base. Ils aidèrent le personnel aérien à construire des barricades et se massèrent dans les rues avoisinantes pour encercler la Garde royale.

La bataille dura toute la nuit. Même la troupe envoyée en renfort, ne put tirer la Garde royale de son mauvais pas. Le personnel aérien et les civils agirent de concert. 63 personnes furent tuées, la plupart membres de la Garde royale.

Samedi, le personnel de la base avait pris le contrôle des quartiers environnants. Il distribua des armes aux civils. Toute personne dont la carte d'identité prouvait qu'elle avait servi dans les Forces armées recevait une arme. Par milliers, ils commencèrent à creuser des tranchées et à construire des barricades. La population prit position sur les toits.

A ce moment, la ville tout entière avait commencé à se mobiliser. Les voitures sillonnaient les rues, klaxonnant pour jeter l'alarme. Les gens agitaient des bandes de tissu blanc - un moyen symbolique pour réclamer des produits pharmaceutiques et du matériel médical. Des affiches étaient placardées partout, décrivant les types de sang et de sérum dont les blessés avaient besoin.

Des jeunes qui avaient participé au service d'ordre des récentes manifestations commencèrent à diriger le trafic automobile de façon à permettre la circulation rapide des ambulances et des véhicules chargés d'insurgés. Certaines rues étaient fermées pour protéger la population des tirs. Des appels étaient lancés pour que tous aident activement à l'approvisionnement des hôpitaux.

Nous étions sur la place Ferdowfi à 13 heures. Les gens étaient réunis là par centaines. Dans un va-et-vient incessant, des voitures apportaient des nouvelles de la bataille qui se déroulait un kilomètre et demi plus loin. Brusquement, il y eut des applaudissements. Un motocycliste arrivait, transportant

sur son porte-bagages un soldat qui rejoignait les rangs du peuple. Il brandit sa mitrailleuse et fit le signe de la victoire avec ses bras en direction de la foule. Peu après, un autre soldat arrivait.

La ville tout entière était en mouvement. En désespoir de cause, l'état-major annonça à 14 heures que le couvre-feu serait établi à 16 heures 30; il espérait encore isoler le personnel de la base aérienne en chassant des rues la population civile. Dans un quartier ouvrier du sud de Téhéran, la réaction immédiate fut de défi. Un appel arriva alors, lancé au nom de l'opposition religieuse, par



Téhéran - Kevons Hematianpour, un trotskyste de vingt ans, a été tué par la Garde royale durant l'insurrection. Il a reçu une balle dans le dos durant l'attaque de masse contre la caserne Efrataba, le 11 février. Hematianpour était un étudiant de l'université de Melli. Il appartenait à un groupe en Iran qui avait affirmé son soutien à l'égard de la IVe Internationale. Ce groupe a maintenant fusionné avec d'autres forces trotskystes en vue de construire le Parti socialiste des travailleurs.



l'ayatollah Taleghani, demandant aux gens de rentrer chez eux et aux soldats de retourner dans leurs casernes. De nombreuses personnes quittèrent alors les rues.

Peu avant 16 heures 30, cependant, Khomeini appela la population à briser le couvre-feu et à protéger les membres des Forces aériennes. Aussitôt, aussi bien dans les quartiers ouvriers que dans les quartiers petits-bourgeois et dans les secteurs les plus riches de la ville, la population est descendue dans la rue, allumant des feux, dressant des barricades. Les gens avaient soin de jeter dans les flammes de quoi provoquer une épaisse fumée, afin de chasser les gaz lacrymogènes et d'interdire aux hélicoptères de l'armée d'observer la situation.

Dans le sud de la ville, là où se déroulaient les principaux combats, pratiquement l'entière de la population manifestait dans les rues. D'énormes barricades étaient construites au moyen de voitures et de sacs de sable.

L'armée était paralysée. Il n'y eut que des tentatives isolées d'éléments de la Garde royale pour forcer la population à obéir au couvre-feu. En fait, dès samedi soir, l'armée s'était effondrée. Le gouvernement évacuait des troupes hors de la ville pour éviter que les soldats n'entrent en contact avec la population. Cette dernière commençait à occuper, durant la nuit, des postes de police, à saisir les armes et les archives qui s'y trouvaient. Sur l'avenue Shah Reza, les arbres et les bas-côtés étaient couverts de rapports de police et de documents qui avaient été jetés par les fenêtres d'un poste de police.

Certains policiers résistèrent, mais la plupart d'entre eux avaient disparu, ils s'étaient depuis longtemps cachés. Dans la banlieue ouest de la ville, des barricades immenses étaient dressées sur l'autoroute menant à Karaj - une ville distante d'environ quarante kilomètres -

afin d'interdire l'arrivée de forces armées. A Karaj, c'est par milliers que les gens encerclaient les casernes, afin de prévenir tout mouvement de troupes.

Dimanche matin, la population a envahi en masse les bases militaires et les postes de police de Karaj, encerclant parfois des groupes de gardes royaux. Dans la plupart des cas, les casernes étaient désertes. Les gens s'emparaient de tout ce sur quoi l'on peut mettre la main - fusils mitrailleurs, bayonnettes, casques, *talky-walkies*. Ils conduisirent camions militaires et tanks hors des casernes, dans la rue.

A dix heures du matin, d'importants groupes de personnes, parfois armées de couteaux ou de matraques, parfois agitant des bandes de tissu blanc, se réunirent place Ferdowfy et marchèrent en direction de la place Fowfieh, près de la base aérienne. L'atmosphère était alors moins tendue. Tout le monde sentait que l'histoire basculait. A douze heures trente, il y eut une explosion de joie. On nous expliqua que la radio venait d'annoncer qu'elle se rangeait du côté du peuple. La radio, comme la télévision, avait été sous contrôle gouvernemental. A quatorze heures, on apprit que l'état-major de l'armée avait déclaré qu'il ne résisterait plus à la population. On pouvait voir, à de nombreux carrefours, des centaines de personnes en armes : soldats rebelles, membres des forces aériennes en uniforme bleu, jeunes sanglés dans des *battle-dress* verts de l'armée US. Quelques blocs au-delà d'un de ces carrefours, la bataille faisait toujours rage. Les ambulances ne cessaient d'aller et venir. Un poste de police était attaqué. Ces attaques étaient spontanées, des membres de deux groupes de guérilla urbaine, les *Fedayins* et les *Moudjahidins*, participaient à ces attaques et le facteur décisif restait l'intervention massive de la population et l'incapacité des militaires de résister effectivement. Il n'y avait pas de réelle direction ou organisation de l'insurrection.

De nouveaux bâtiments et symboles de la monarchie tombèrent - la poste centrale, le quartier général de la SAVAK, le palace Gholestan, où le Shah présidait certaines cérémonies d'Etat. Des manifestants libérèrent les trois milliers de prisonniers de la prison Quasr, qui furent rapidement ramenés chez eux. D'autres manifestants marchèrent sur l'ambassade d'Israël, un symbole particulièrement haï de l'impérialisme. Les gardes et le personnel diplomatique avaient déjà quitté les lieux. A l'intérieur du bâtiment, les gens recherchèrent les archives. Ils saisirent quelques documents en anglais, bien que la plupart aient été déjà récupérés par les autorités israéliennes. Une banderole fut suspendue en travers de la façade : « *A bas Israël, victoire pour les Palestiniens* ». Le tout fut rebaptisé « *ambassade de l'OLP* ».

Pendant ce temps, à l'université de Téhéran, les étudiants se rassemblaient en masse. Un groupe de femmes construisaient des barricades. Un carnet de notes scolaire circulait, attribuant au Shah un zéro en Droits de l'Homme et un vingt sur vingt en stupidité. Il y était présidé qu'*étant donné que le père du Shah n'était pas là pour signer son carnet de notes, c'est Jimmy Carter qui avait dû le faire*.

L'ambiance de fête populaire dura tout l'après-midi. Des voitures, des balcons, des trottoirs, les gens faisaient le V de la victoire. Les occupants de nombreux véhicules automobiles agitaient les armes qu'ils avaient capturées. Des camions militaires circulaient, parfois occupés par une centaine de personnes, souvent armées. Il y eut un défilé de tanks croulant sous les civils et quelques soldats le long de la rue principale. Les soldats souriaient et brandissaient des portraits de Khomeini. Un bus rempli de marins au poing levé arriva. Devant l'hôpital militaire, un groupe de soldats se joignit aux festivités. Nous les interrogeâmes. Ils nous regardèrent d'abord avec suspicion parce que nous étions des étran-

gers. Mais l'atmosphère se détendit après que nous ayons expliqué que nous étions contre Carter et pour la révolution. « *Nous sommes très heureux d'être avec le peuple* », déclara avec soulagement l'un des soldats. « *Je ne peux exprimer ma joie* ». « *Dites au peuple américain la vérité* ».

A quatre heures de l'après-midi, nous étions de retour place Ferdowfy. Quelques individus, perchés sur des camions, s'adressaient à la foule. Ils demandaient à ce que les armes soient rendues aux autorités religieuses. Plus tôt dans la journée, quelqu'un s'était rendu à une entreprise de fabrication d'armes pour essayer d'arrêter le flot de personnes qui venaient y fournir. Personne n'y fit attention, chacun voulant garder ses armes. A huit heures du soir, dimanche, le programme télévisé commença de façon inhabituelle : « *Bonsoir, ici la voix de la révolution* ». Le personnel de la télévision, qui avait engagé une grève quatre mois auparavant pour protester contre la censure militaire, avait pris le contrôle des locaux. Le présentateur appela la population à se rendre près de la station émettrice pour la protéger d'une attaque possible. « *Nous voulons aider les blessés à être transportés dans les hôpitaux* ». On apprenait que Javad Safed, nommé à la tête du Majlis (le Parlement croupion du Shah) avait donné sa démission et que ce dernier était dissous. Le présentateur annonça que, selon des rapports non confirmés, Bakhtiar avait aussi donné sa démission. « *S'il avait démissionné plus tôt, nous aurions eu moins de martyrs* », commenta-t-il sèchement.

Ce fut autour de Bazargan de prononcer un discours : « *Le commandement militaire unifié nous apporte son soutien* », déclara-t-il. Il en appela à la population pour qu'elle cesse d'investir de nouvelles bases militaires. « *N'encercliez pas le quartier général de l'état-major, ne laissez pas les perturbateurs abîmer quoi que ce soit* ». Il demandait au peuple, en un

leit-motiv de «faire preuve de patience», de s'en remettre au gouvernement et à «la bonne foi» des généraux.

Mais dans la rue, la population s'en remettait à elle-même. Des combats se poursuivaient autour d'une école d'officiers. Le commentateur de la télévision demanda que des gens se rendent sur les lieux de la bataille pour porter aide aux combattants de la liberté. D'autres appels étaient lancés grâce à la télévision qui jouait alors en quelque sorte un rôle d'organisateur. Les employés des compagnies d'électricité demandèrent à la population d'économiser l'énergie afin qu'il y en ait assez pour les hôpitaux. Les pompiers prévinrent les habitants des quartiers environnants

l'école d'officiers qui venait de tomber aux mains de la population, que la caserne était la proie des flammes et que le feu pouvait s'étendre. Les pompiers réclamaient aussi de l'aide.

Lundi matin, 3500 prisonniers de la prison Ghezel Hesar et des milliers d'autres de la prison Edin étaient libérés. De nombreux prisonniers d'Edin avaient été sérieusement torturés. L'un d'entre eux avait eu sa langue coupée, et un autre était paralysé. L'un des derniers bastions de l'ancien régime, le complexe Saltatnad-Abad, qui comprenait le quartier général de la SAVAK, la caserne de la Garde royale et un ensemble de prisons, tomba. Quatre des principaux généraux trouvèrent la mort et bien d'autres furent

capturés. La monarchie agonisante provoqua la mort, dans ses derniers soubressauts, de plus de mille personnes à Téhéran et dans d'autres villes du pays qui se soulevèrent aussi. Le grand soulèvement de masse insurrectionnel que vient de connaître l'Iran éclata de façon spontanée. Il ne représentait pas moins le sommet d'un extraordinaire mouvement de masse qui renversa la monarchie Pahlavi et ouvrit une nouvelle étape de la révolution iranienne. Ces quelques mots d'un travailleur iranien résument bien l'importance majeure de cet épisode historique quand il nous déclarait : «*Même l'Agah (Sir - à savoir Khomeini) n'aurait pu prévoir des événements d'une telle importance il y a seulement trois jours.*»

IRAN

Pour une république ouvrière et paysanne

Déclaration du Parti socialiste des travailleurs.

C'est à la veille de l'insurrection victorieuse du 9 au 12 février que quatre groupes révolutionnaires ont fusionné pour fonder ensemble le *Parti socialiste des travailleurs*. Tous œuvraient depuis des années à la constitution d'un parti de la révolution iranienne.

Deux d'entre eux avaient été établis en exil par des sympathisants de la Quatrième Internationale : la *Ligue Sattar*, en Amérique du Nord (qui avait récemment pris le nom de Parti socialiste des travailleurs) et le *Groupe des sympathisants de la Quatrième Internationale en Europe et au Moyen-Orient*.

Un troisième groupe, lui aussi en exil, était constitué des sympathisants iraniens du Comité pour la reconstruction de la Quatrième Internationale (CORQI).

Des sympathisants de ce nouveau parti révolutionnaire ont décidé la publication d'un hebdomadaire indépendant : *Kargar* (Le Travailleur). Ce nouvel organe de presse intégrera *Che Bayad Kard* (Que Faire ?) précédemment publié par les militants du Groupe des sympathisants de la QI en Europe et au Moyen-Orient et du groupe trotskyste qui s'était formé en Iran.

Ces trois organisations se sont unifiées avec un groupe qui s'était développé en Iran même, sous la dictature et avait déclaré récemment son soutien à la Quatrième Internationale.

Nous publions ci-dessous une première déclaration du nouveau Parti socialiste des travailleurs.

Le dernier bastion de la monarchie Pahlavi est tombé avec le gouvernement Bakhtiar, les généraux et les conseillers militaires de l'impérialisme américain. Cette victoire historique ouvre la voie à la réalisation de la liberté, à l'éradication du joug impérialiste, de l'autocratie et de l'arriération.

Il est clair aujourd'hui que l'artillerie, les tanks et les mitrailleuses ne peuvent pas briser la volonté d'un peuple. Il est clair aujourd'hui que pour gagner la liberté, il nous fallait renverser l'armée et le gouvernement de la cour des Pahlavi et de leurs parasites capitalistes. Les travailleurs et l'ensemble des masses laborieuses, les véritables producteurs dans la société, ont fait preuve d'une extraordinaire solidarité dans tout le pays, dans ce combat historique et courageux. Un nouveau pouvoir émerge, le pouvoir des ouvriers et des travailleurs des villes et des champs, le pouvoir de dizaines de millions d'opprimés, d'un peuple tyrannisé. C'est ce pouvoir qui peut libérer notre pays de tous les vestiges de la dictature, de la pauvreté et de l'arriération, et qui peut reconstruire la société sur des bases nouvelles.

La lutte pour établir un régime démocratique - qui aura été la lutte centrale de ce siècle - n'a jamais été aussi prêt d'être gagnée. Le Parti socialiste des travailleurs, constitué grâce à la fusion des forces trotskystes, adhérant à la Quatrième Internationale, salue cette victoire.

L'obstacle historique sur la voie de la liberté et du progrès que représentait la monarchie a été mis en pièce. La prochaine étape de ce combat engagé par les ouvriers et les masses laborieuses toutes entières peut être résumée en une phrase : « En avant vers la convocation d'une assemblée constituante ».

La présente victoire est celle des masses opprimées d'Iran, elle aura été permise par la lutte opiniâtre et l'abnégation de dizaines de millions de personnes.

Le prochain gouvernement, qui devra libérer l'Iran des maux de la domination impérialiste, de la terreur autocratique et de l'arriération historique, doit lui aussi être choisi par le peuple lui-même. Ce ne sont que les masses elles-mêmes, au travers d'un libre processus de discussion et de décision collectives, qui peuvent avancer une véritable solution à la crise provoquée par l'absolutisme et la domination impérialiste de notre société.

La convocation immédiate d'une assemblée constituante pleinement représentative, dans laquelle toutes les forces politiques peuvent participer, est la seule voie qui permette à la volonté de la population de s'exprimer vraiment. Une telle assemblée, représentant la souveraineté populaire ne sera responsable devant aucune autorité quelle qu'elle soit, si ce n'est le peuple lui-même, et ne reconnaîtra aucun autre pouvoir. Elle devra être fondée sur une élection à la proportionnelle, au suffrage direct et secret. Les analphabètes doivent pouvoir voter, comme ceux qui savent lire et écrire. Les lycéens qui ont fait preuve d'une telle au-

dace et d'une telle abnégation doivent pouvoir voter. Les soldats, les fils d'ouvriers et de paysans qui se sont solidarisés avec la révolution doivent avoir le droit de voter. Toutes les femmes et tous les hommes de cette terre doivent pouvoir participer aux élections de cette assemblée constituante.

Les organisations de masse qui ont mis à bas le règne de l'autocratie devraient contrôler le déroulement de ces élections. Aucun gouvernement nommé par en haut ne peut apporter la liberté à l'Iran et ne peut défendre les acquis de la révolution face aux puissances impérialistes et aux forces réactionnaires.

Ces tâches ne peuvent être réalisées qu'en s'appuyant sur les forces qui ont rendu possible la présente victoire - le pouvoir des masses - en étendant et en approfondissant les luttes populaires telles que l'occupation et la protection des entreprises par les travailleurs, en constituant de nouveaux stocks d'armes dans les quartiers, en rendant publics les fichiers secrets des crimes de la SAVAK, en assurant l'ouverture des livres de comptes par les ouvriers et les employés des firmes impérialistes, en dénonçant la terreur et les crimes perpétrés par la monarchie Palhavi ces vingt-cinq dernières années et en traînant ceux qui en portèrent la responsabilité devant la justice des travailleurs et des masses laborieuses.

L'assemblée constituante, expression de la volonté populaire, défendra et soutiendra toutes ces luttes et tranchera grâce à des discussions démocratiques sur les petits et les grands problèmes, pour assurer la nationalisation des banques, des entreprises et des compagnies minières impérialistes (ce qui aidera les paysans pauvres), pour mettre fin à l'oppression de l'Azerbaïdjan, du Kurdistan et du Baluchistan, pour reconnaître des droits égaux aux femmes, pour garantir la liberté

d'expression et de réunion, pour le contrôle ouvrier dans les entreprises.

Ce n'est que par la convocation immédiate d'une assemblée constituante que la souveraineté populaire peut être reconnue. La question centrale à laquelle l'Assemblée constituante se verra confrontée sera celle de l'élection d'un gouvernement. Le Parti socialiste des travailleurs préconise la formation d'une République ouvrière et paysanne. C'est-à-dire, un gouvernement qui apporte son soutien aux luttes des travailleurs et des masses laborieuses des villes et des campagnes. Les problèmes auxquels la société iranienne doit faire face, de la répression politique à la pauvreté et l'arriération, ne peuvent être résolus par un gouvernement capitaliste. Aucun gouvernement capitaliste ne nationalisera l'industrie, n'encouragera les occupations de terres et leur distribution à la paysannerie ou la libération du Kurdistan, de l'Azerbaïdjan, et du Baluchistan du joug de l'oppression nationale.

Le processus de la révolution ne peut être arrêté à mi-chemin sans refluer. Il doit être mis fin à tout gouvernement des exploités, qu'ils soient nationaux ou étrangers. Avec l'établissement d'une République ouvrière et paysanne, la revendication historique d'indépendance politique et économique deviendra une réalité, la chaîne de l'arriération, de la pauvreté et de la répression politique sera brisée, la porte sera ouverte sur une ère de liberté et d'abondance.

Les masses ont emporté la présente et gigantesque victoire grâce à leur propre puissance, et ce n'est qu'en comptant sur nos propres forces que nous pourrions garantir la victoire finale de la révolution.

**Vive la Quatrième
Internationale !**

**Pour la convocation d'une
Assemblée constituante !**

La nature de la période

Première partie :

Éléments de changements structurels

Le transfert de ressources vers les classes dirigeantes des pays producteurs de pétrole représente un phénomène qualitativement nouveau.

M. JAFAR

● Le rythme de changement et le grand nombre d'événements dramatiques et de tournants dans la politique au Moyen-Orient réclame de la part des marxistes-révolutionnaires une compréhension qui va bien au-delà de ce qui est proposé aujourd'hui par ce qui reste de la gauche nationaliste arabe. Le monde du Moyen-Orient n'est plus ce qu'il était dans les années 60 ni même au début des années 70. La région a été politiquement, socialement et économiquement transformée de la façon la plus fondamentale.

La direction de ces processus de transformation est aujourd'hui entre les mains des classes dirigeantes arabes. Les masses arabes au Liban, en Irak et en Syrie sont démoralisées et atomisées. Au Liban, elles sont totalement apathiques et sceptiques. En Egypte, les masses retiennent leur combativité, sont désorientées et sans direction.

L'initiative de Sadate, qui a culminé lors des accords de Camp David, est un événement important qui reflète au niveau politique quelques-uns des changements des conditions de la société arabe. Elle montre la

décision consciente, sincère et résolue de la direction politique de la classe dirigeante égyptienne, d'en finir une fois pour toutes avec une époque de la politique arabe qui avait commencé avec l'établissement de l'Etat d'Israël en 1948. Les autres régimes arabes, alors qu'ils s'opposent activement aux termes du traité de paix bilatéral égypto-israélien, sont néanmoins inexorablement attirés vers la logique d'un accord officiel avec l'Etat sioniste. L'exemple le plus récent est celui de l'Irak lors du sommet de Bagdad en novembre : l'abandon de son objection «de principe» à la résolution 242 de l'ONU est un signe approprié des temps nouveaux.

La portée d'événements aussi dramatiques au niveau des politiques des classes dirigeantes arabes est telle qu'une explication structurelle est nécessaire. Elle permettrait aux socialistes de situer les événements les uns par rapport aux autres, et par là procurerait la base d'une appréciation réaliste des perspectives d'un changement révolutionnaire dans cette partie du monde.

LA TRANSFORMATION DES CLASSES DIRIGEANTES ARABES

Au Moyen-Orient surgit une nouvelle génération en expansion d'exploiteurs, d'hommes d'affaires, de financiers et de capitalistes (1). Ce phénomène se déroule sur une échelle sans précédent dans l'histoire arabe moderne et n'est pas limité à certains pays arabes particuliers. Il affecte globalement l'ensemble du monde arabe, de l'Arabie saoudite à l'Irak, à l'Egypte et même aux populations dispersées comme les Palestiniens et plus récemment les Libanais.

La restructuration des classes dirigeantes arabes a bien sûr été principalement stimulée par l'énorme transfert de ressources financières vers le Moyen-Orient à la suite de l'explosion du prix du pétrole en 1975. Mais il serait erroné de réduire ce phénomène à ce seul événement.

Dans les économies les plus importantes du Moyen-Orient et des pays arabes comme l'Egypte, l'Iran et l'Algérie, le développement du capitalisme après la Seconde Guerre mondiale a fait de grands pas en avant bien avant 1973. En Iran par exemple, la «révolution blanche» du Shah a consisté en une série de mesures spécifiques comme la réforme agraire, l'amélioration des possibilités de crédit et le développement de l'infrastructure, dans le but de stimuler les investissements productifs et de faciliter l'expansion de la bourgeoisie locale (2). De même dans l'Egypte de Nasser, le pouvoir de l'aristocratie terrienne a été brisé par une réforme agraire agressive (qui n'a cependant pas résolu le problème de la productivité agricole), et un ambitieux programme d'industrialisation a été lancé dès 1960.

Néanmoins, les différences entre le cas iranien et égyptien sont aussi significatives que leurs similarités. En effet, alors que le Shah a mis en œuvre une politique dont le but était d'entraîner la formation

d'une bourgeoisie moderne, soit en l'improvisant, soit en l'arrachant aux investissements dans la terre, Nasser a simplement exproprié les classes alors propriétaires. La vague des nationalisations dans l'économie égyptienne a compris les banques, les transports, les assurances, le commerce de gros, l'import-export, et virtuellement l'ensemble des secteurs industriels et miniers. Il en a résulté un programme de développement capitaliste dans lequel tous les leviers du pouvoir économique se trouvaient virtuellement, pendant une certaine période, entre les mains de l'appareil d'Etat. Par conséquent, pendant la décennie 1960-1970, le PNB égyptien, comme l'iranien, a augmenté de façon significative. Mais la lourde inefficacité du secteur public égyptien et le fardeau croissant du déficit de la balance des paiements, en raison de l'absence de ressources significatives dans les échanges avec l'étranger (comme les revenus du pétrole), se faisaient sentir même avant le poids qui a été ajouté par la guerre de 1967. Les programmes de Nasser s'avéraient n'être que des palliatifs au développement capitaliste, très partiels et de plus en plus inadéquats, qui avaient tout au plus éliminé quelques obstacles et fourni quelques-unes des pré-conditions nécessaires à sa plus grande expansion.

La politique économique de porte ouverte (*Infitah*) de Sadate a fait parcourir quelques étapes à ce processus. En 1975 par exemple, la Loi no 43 intitulée « *l'investissement de fonds arabes et étrangers et les zones libres* » a été promulguée. Cette loi encourageait les investissements privés dans l'industrie, les mines, le tourisme, l'énergie, le logement (capitales arabes seulement), les transports, la mise en valeur des terres, les banques et les assurances. Elle fait d'énormes concessions aux hommes d'affaires privés en ce qui concerne les importations, les transferts de profits, les impôts. Ce qui est le plus important, elle procure des garanties contre les nationalisations et tous les types de confiscation.

La carrière d'un homme comme Osman Ahmad Osman - un nassériste avide qui a été chargé de l'exécution du barrage du Haut Aswan sous Nasser, et qui en 1973 a été nommé ministre de la Reconstruction par Sadate en même temps qu'il était à la tête des

zone du Canal de Suez. Il a des filiales en Arabie saoudite, au Koweït, en Libye et dans les Emirats arabes unis, la branche égyptienne du groupe avait été nationalisée sous Nasser, mais elle n'a visiblement pas souffert de l'expérience. On estime que pendant les années 60, le groupe Osman a réalisé des projets dans plusieurs pays arabes pour une valeur de plus de un milliard de dollars. Ces projets ont inclus des canaux d'irrigation en Irak, des tunnels en Jordanie, des hôtels au Soudan, des aéroports, des hôtels et des villes dans les pays du Golfe. Au début des années 70, le groupe Osman avait un effectif total de 25000 travailleurs et il est fort possible qu'il étende de façon significative son champ d'opération à l'intérieur de l'Egypte dans la période à venir.

En dépit de tels développements dans la formation des classes dirigeantes arabes, précédant l'explosion des prix du pétrole en 1973, ou n'en dépendant pas directement, il reste vrai que la simple échelle du phénomène de transfert des ressources vers les classes dirigeantes des pays producteurs de pétrole représente quelque-chose de nouveau qualitativement :

(voir tableau page suivante)

Il est intéressant de voir, par exemple, qu'alors qu'entre 1960 et 1970 les revenus pétroliers de l'Arabie saoudite ont totalisé 7,7 milliards de dollars, MEED estime qu'entre 1973 et 1983 les revenus de l'Arabie saoudite atteindront 178 milliards de dollars. Si l'on prend en compte tous les principaux producteurs arabes qui figurent dans le tableau ci-dessus, y compris Qatar et Oman, on constate alors que d'après les mêmes estimations, le revenu pétrolier total prévu pour la décennie 1973-1983 est de 459 milliards de dollars (4). Les seuls revenus de 1974 ont été de 50 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 290% par rapport à 1973. Si l'on considère tous les pays de l'OPEP, l'en-

LE GOUVERNEMENT VEUT-IL INTERDIRE EL MOUNADEL ?

Le numéro de novembre de *El Mounadel*, revue en arabe du Groupe communiste révolutionnaire (Section libanaise de la IV^e Internationale), est maintenant bloqué depuis plusieurs semaines à la douane : police d'Orly.

En effet certaines publications en provenance de l'étranger (plus particulièrement du monde arabe) sont soumises à un « contrôle » du ministère de l'Intérieur que les fonctionnaires de police d'Orly n'hésitent pas à présenter comme « de la censure ». 1000 exemplaires de la revue sont donc bloqués et doivent être traduits, lus, visés, acceptés éventuellement ou censurés, donc refoulés. Cela est inadmissible d'un double point de vue :

- d'abord parce que l'immobilisation à Orly entraîne des frais de maintenance de l'ordre de 50 F par jour dont on voit les conséquences sur la vente d'une revue;

- ensuite parce que nous revendiquons une totale liberté de circulation et de diffusion pour toutes les revues ouvrières internationales.

Contre toute tentative de
censure
Arrêt du blocage
d'*El Mounadel*

plus grandes compagnies du monde arabe - résume la façon dont la bourgeoisie égyptienne a été engendrée par l'expérience nassérienne. Aujourd'hui le groupe de compagnies Osman A. Osman est en croissance rapide et on étudie sa proposition pour le redéveloppement de la

**REVENUS DU PETROLE DES
PRINCIPAUX PRODUCTEURS ARABES (3)**

(en millions de dollars)

	1960	1965	1970	1973	1976
Arabie saoudite	355	655	1 214	4 340	30 652
Irak	266	368	504	1 650	8 700
Koweït	465	671	895	2 001	8 400
Algérie	-	-	325	1 117	* 5 672
Emirats arabes Unis	-	33	233	1 035	** 4 654
Libye	-	371	1 295	2 210	chiffre non disponible

* Chiffre tiré de l'hebdomadaire *Al Nahar* du 17 juin 1978

** Chiffre tiré de *MEED* du 13 mai 1977, vol. 21, numéro 19.

semble de leurs revenus est passé de 8 milliards de dollars en 1970 à plus de 105 milliards de dollars en 1975 !

Ces sommes énormes, étant donné le coût de production complètement négligeable du pétrole brut, représentent une redistribution de plus-value si-

gnificative de la bourgeoisie impérialiste à celle des pays producteurs de pétrole. Pour donner une échelle de ce transfert, Michael Field a calculé qu'en se basant sur les chiffres de *The Economist*, les seuls revenus de 1974 du Koweït et de l'Arabie saoudite leur aurait permis d'acheter (5) :

- Toutes les compagnies des principales bourses du monde en environ	25 ans
- L'ensemble des biens personnels de la Grande-Bretagne en	20 ans
- La Bourse de New-York en	15 ans
- Tous les actifs industriels de la Grande-Bretagne en	10 ans
- Tout l'or de la Banque centrale à 170 dollars l'once, en	5 ans
- Tous les investissements directs à l'étranger des Etats-Unis en	3 ans
- « IBM » en	7 mois
- « Exxon » en	4 mois
- « British Petroleum » en	3 semaines
- « ICI » en	18 jours
- La « Bank of America » en	16 jours
- « British Leyland » en	30 heures

Mais il n'est pas possible non plus de traiter la question de l'augmentation des prix du pétrole comme un simple phénomène éphémère lié à un seul incident comme la guerre d'octobre 1973. En fait, les deux augmentations massives des prix de 1973 dont le point culminant d'un processus dont on peut dire qu'il a commencé avec la formation de l'OPEP en 1960, et plus spécifiquement avec les accords de Téhéran et de Tripoli en 1971, qui ont occasionné des augmentations du prix du pétrole. Ces augmentations étaient les premiers signes de l'émergence d'un renversement historique de position en ce qui concerne le pouvoir de négociation entre, d'un côté, les compagnies pétrolières et les gouvernements impérialistes, et de l'autre, les classes dirigeantes des gouvernements de l'OPEP.

Plus significativement encore, les études parues depuis 1974 et qui traitent du problème de la dépendance de l'Occident vis-à-vis du pétrole comme principale source d'énergie pour la décennie à venir, et de la structure de l'offre et de la demande de pétrole dans le monde. Elles semblent être d'accord sur les points suivants :

- a. les producteurs arabes de pétrole en particulier seront amenés à jouer un rôle de plus en plus central pour couvrir la demande d'énergie des pays capitalistes avancés, malgré l'ouverture de nouveaux champs pétrolifères comme la Mer du Nord;
- b. parmi les pays arabes, l'Arabie saoudite et les pays du Golfe joueront sans doute un rôle encore plus important, en raison de l'immensité de leurs réserves, comme le montre le tableau ci-dessous :
(voir tableau page suivante)

La redistribution de la production mondiale de plus-value entre la bourgeoisie impérialiste et la bourgeoisie de certains pays capitalistes sous-développés est un sujet très important. Néanmoins, nous ne traitons ici

	Production de 1977 (millions de barils par jour)	% du total	(5) Réserves estimées
URSS	11.0	17.8	75.0
USA	9.8	15.3	29.5
Arabie saoudite	9.2	15.0	150.0
Iran	5.7	9.3	62.0
Irak	2.2	3.6	34.5
Vénézuéla	2.3	3.9	non disponible
Koweït	1.8	2.9	67.0
Emirats arabes unis	1.7	2.6	32.4
Algérie*	1.2	1.9	7.0
OPEP	31.5	51	483*
Monde	62.0		646

* Ces chiffres ont été ajoutés au tableau du *Financial Times* d'après un tableau similaire paru dans *Al Nahar* d'octobre '78, no 78. En général, les chiffres d'*Al Nahar* sont supérieurs pour la production de l'OPEP de 1977 et pour les réserves. Par exemple, la production totale de l'OPEP est estimée à 39,3 millions de barils.

cette question que dans la mesure où ce transfert de ressources stimule la formation d'une nouvelle génération d'exploiteurs arabes, et a donné temporairement aux classes dirigeantes arabes une base plus solide que celle dont elles jouissaient autrefois.

La première conséquence, et la plus directe, de l'explosion du prix du pétrole, a été d'augmenter énormément le volume du commerce avec les pays impérialistes. D'après les chiffres de l'ONU, la part des pays de l'OPEP dans les importations mondiales est passée de 3,2% en 1972 à 4,2% en 1974, ce qui représente un total de 32,4 milliards de dollars. Dans la première moitié de 1975, cette part est passée à 5,6%. Le *Financial Times* a estimé que « sur toute l'année, les importations de biens de l'OPEP auront atteint 50 à 55 milliards de dollars (auxquels il faut ajouter 7 à 8 autres milliards de dollars de déficit net pour les services) » (6).

Entre 1970 et 1974 l'ensemble du commerce s'est en moyenne accru de 162%, mais dans

les pays de l'OPEP il s'est accru de 234%. Alors qu'en 1974 les importations des pays de l'OPEP atteignaient 64% de plus que celles de 1973, en 1975 les chiffres étaient supérieurs de 65% à ceux de 1974 ! Ceci à une époque où la récession de 1974-1975 dans les pays impérialistes occasionnait une chute dans le volume de leurs importations.

De plus, il ne peut y avoir aucun doute là-dessus, l'augmentation du commerce était entièrement en direction des pays impérialistes. En fait, le commerce avec l'Europe de l'Est et

l'Union soviétique a diminué en valeur relative, et certaines années en valeur absolue, et cela non seulement pour l'ensemble des pays arabes, mais même pour des bastions de la rhétorique anti-impérialiste, comme l'Irak et l'Algérie :

(voir tableau en bas de page)

En ce qui concerne l'Irak, entre 1972 et 1974, l'URSS est passée de la première à la septième place en tant que fournisseur de son marché en expansion. Pendant la même période, le Japon a quadruplé ses exportations vers l'Irak et a pris la première place, alors que l'Allemagne de l'Ouest, partie d'un niveau initial assez bas, a augmenté plus de cinq fois ses exportations. Aujourd'hui, la moitié des achats militaires de l'Irak eux-mêmes vient des pays impérialistes (8).

Le scénario algérien est à peu près le même. Entre 1973 et 1977, les exportations américaines en direction de l'Algérie sont passées de 0,16 milliards à 0,38 milliards de dollars, pendant que les importations américaines de pétrole et de gaz algériens passaient de 0,2 à 2,2 milliards de dollars (9). De l'autre côté, les exportations de l'URSS vers l'Algérie, qui avaient augmenté très modérément entre 1973 et 1976, ont baissé en valeur absolue en 1977 et pendant la première moitié de 1978 (10).

L'augmentation des revenus du pétrole et l'expansion du commerce avec les pays impérialistes se sont manifestés à

IMPORTATIONS DES PAYS ARABES (7)					
(en milliards de dollars)					
	1972	1974	1975	1976	1977
USA	1.2	3.4	5.4	7.1	8.3
Japon	0.9	2.5	4.4	5.6	-
RFA	-	-	4.6	5.8	6.9
France	-	3.8	4.9	5.0	6.2
Grande-Bretagne	-	1.9	3.1	3.6	4.7
URSS	-	1.2	1.1	1.3	1.3

l'intérieur de tous les pays arabes producteurs de pétrole par un accroissement massif des dépenses du gouvernement, des investissements infrastructurels à grande échelle (ports, routes, aéroports, télécommunications, centrales électriques, villes nouvelles, etc.) et un encouragement actif de l'Etat en faveur de la croissance d'un secteur capitaliste privé. Les dépenses de l'Etat pour de nouveaux projets et de nouveaux contrats constituent fondamentalement le mécanisme économique qui facilite l'émergence de nouvelles classes dirigeantes qualitativement différentes dans la région arabe. Néanmoins, la façon précise dont apparaissent les nouvelles bourgeoisies au Moyen-Orient diffère largement d'un pays à l'autre.

En Irak, par exemple, la vague de nationalisations des années 60 a suivi celle qui avait été opérée par l'Egypte et a eu pour résultat la concentration de tout le pouvoir économique entre les mains de l'Etat. Tous les nouveaux investissements importants dans les mines et l'industrie (particulièrement dans la pétro-chimie et les matériaux de construction) sont aujourd'hui réalisés par l'Organisation industrielle générale d'Irak, c'est-à-dire par l'organisme qui a été créé dans les années 60 par la nationalisation des 27 plus grandes entreprises industrielles d'alors. Le commerce de gros, le crédit, les assurances et naturellement les banques sont contrôlées par l'Etat. Donc, fondamentalement, ce qui s'est passé en Irak est un processus politique et économique de substitution par l'Etat au profit de la classe capitaliste locale dans l'intérêt historique de laquelle il agit aujourd'hui. Contrairement à l'Egypte, l'Irak, en dépit de sa dépendance technologique envers les pays impérialistes, n'a pas encore adopté une politique de « porte ouverte » à l'impérialisme. Ceci peut être expliqué par la simple raison que ce pays n'a pas besoin d'investissements étrangers ni de commerce extérieur supplémentaire. En fait l'Irak, comme la Libye, se suffit à lui-même sur le plan finan-

cier et n'a ni surplus comme l'Arabie Saoudite, ni besoin d'emprunter sur les marchés monétaires mondiaux comme l'Iran et l'Algérie l'ont fait ces dernières années.

La façon dont l'accumulation privée se développe dans un pays producteur comme l'Irak, dans des conditions de domination presque totale de l'Etat sur l'économie et l'industrie, peut par conséquent être décomposée en :

a. la corruption, les vols et les combines de tous les genres sont inimaginables, commis par les bureaucrates du Baath occupant des positions privilégiées dans l'appareil d'Etat. On doit noter à cet égard que le parti Baath est constamment purgé de ses membres les plus « idéologiques » et que l'afflux de centaines de milliers de nouveaux membres pendant les dernières années est entièrement attribuable au fait que les choses de la vie les plus élémentaires - emplois, subventions, permissions de voyager - nécessitent une carte du parti. De plus, les campagnes occasionnelles contre la « corruption » dans le gouvernement sont essentiellement des opérations de façade destinées à faire des exemples des quelques malchanceux qui se font prendre. C'est un secret de polichinelle aujourd'hui à Bagdad que voyager dans une délégation négociant un gros contrat gouvernemental représente la possibilité d'ouvrir un compte dans une banque suisse et d'y déposer les pots de vin des compagnies occidentales désireuses de prendre pied sur les marchés irakiens. La corruption est aujourd'hui un phénomène omniprésent dans la vie publique et privée en Irak. C'est le principal mécanisme d'un processus d'accumulation privée « primitive » qui ne s'est pas encore étendue sur une échelle vraiment large par des investissements capitalistes.

b. Les contrats adjugés par le gouvernement à des entreprises locales, surtout dans le secteur de la construction, et les subventions généreuses assorties d'excellentes facilités de crédits

accordées aux petits investisseurs privés qui cherchent à mettre sur pied de petites ou moyennes entreprises industrielles dans le domaine de l'industrie alimentaire, des matériaux de construction et des produits de consommation de toutes sortes. La politique a consisté généralement à encourager la croissance du secteur privé jusqu'à un certain point seulement, en laissant pour le moment tous les investissements industriels à grande échelle entre les mains de l'Etat.

NOTES

1) Voir Ernest Mandel : « L'émergence d'un capital financier arabe et iranien » dans « Inprecor » (ancienne série) numéro 10, du 17 octobre 1974. Voir également à ce sujet la polémique Mandel-Saber dans « Critique de l'économie politique », numéro 22, octobre-décembre 1975.

2) Voir les articles de S. Nickbin dans « Inprecor » numéro 35 et 36 des 5 et 19 octobre 1978.

3) Tableau construit à partir de chiffres fournis par l'EIU (« Economist Intelligence Unit ») et par « Arab World File », numéros 60 et 260.

4) Ces estimations sont prudentes, comparées à celles de l'éditorialiste du « Financial Times », Michael Field dans son livre, « 100 millions de dollars par jour », Londres, 1975, p. 52 : 170 à 190 milliards de dollars pour l'Irak, 60 à 70 pour l'Irak et 320 à 360 pour la Péninsule arabe, ce qui aboutit à un total de 550-620.

5) « Financial Times », 3 novembre 1978.

6) « Financial Times Survey », 29 avril 1976.

7) Voir « MEED », vol. 22, numéro 29, 16 juin 1978 (USA); vol. 22, numéro 43, 27 octobre 1978 (URSS); Rapport spécial sur le Japon et le Moyen-Orient, octobre 1977; vol. 22, numéro 18, 5 mai 1978 (France); vol. 22, numéro 5, 3 février 1977 (Grande-Bretagne); rapport spécial sur la RFA, novembre 1978.

8) « Statistical Review of Middle East Markets », 1976.

9) Voir l'hebdomadaire arabe « Al Nahar », 21 octobre 1978.

10) « MEED », vol. 22, numéro 43, 27 octobre 1978.

Pologne

"Appel à la société"

par le Comité de défense
des ouvriers

Le Comité d'autodéfense sociale *KOR* constitue le prolongement du Comité de défense des ouvriers *KOR*, fondé en septembre 1976 pour venir en aide aux ouvriers victimes de la répression. Nous publions ci-dessous un document récent de ce mouvement qui, sans être à proprement parler programmatique, donne un aperçu de ses vues sur la situation en Pologne, et les moyens d'action qu'il préconise.

Le *KOR*, Comité de défense des ouvriers, a été créé en Pologne en septembre 1976. Le Comité a été fondé par un groupe d'intellectuels de Varsovie (la majorité de ses fondateurs avait eu une activité oppositionnelle auparavant - en 1948, les anciens du PPS-Parti socialiste polonais -, en 1956 ou en 1968) pour venir en aide aux ouvriers persécutés pour leur participation aux grèves de juin 1976.

Le Comité s'est fixé pour but de lutter pour la libération des ouvriers emprisonnés, la réintégration des ouvriers grévistes licenciés, l'arrêt de toutes les poursuites contre eux, et d'exiger que la vérité soit faite sur les événements de juin. Il a aussi aidé matériellement les familles des ouvriers victimes de la répression. Une grande innovation est apparue dans les méthodes de travail de ce comité : l'utilisation de la légalité. Les membres fondateurs du *KOR* ont rendu publics leurs noms, leurs adresses et même leurs numéros de téléphone; ils ont tous insisté sur le fait que leur action est menée entièrement conformément à la loi.

L'initiative du *KOR* a rencontré un écho important au sein de la population polonaise, sensible aux liens renoués entre ouvriers et intellectuels, pour la première fois depuis 1956. D'importantes sommes d'argent ont été collectées et distribuées aux familles des ouvriers licenciés ou emprisonnés; une assistance juridique a été accordée à ceux qui ont été inculpés et des actions en faveur des ouvriers (mais aussi des intellectuels) emprisonnés (signatures de pétitions, grève de la faim) ont été entreprises.

Parallèlement, le *KOR* s'est fixé un but supplémentaire; celui de briser le monopole du

pouvoir sur l'information, et il a commencé à publier un bulletin d'information en *Samizdat*. Ce bulletin a eu un succès considérable, et d'autres publications clandestines (soit proches du *KOR*, soit exprimant d'autres courants) l'ont suivi.

L'action du *KOR*, sa réussite relative dans le milieu ouvrier (la lettre des travailleurs de Ursus qui ont exigé la libération de leurs camarades licenciés par exemple), conjuguée avec des pressions du mouvement ouvrier international ont largement contribué à la décision du gouvernement polonais d'amnistier les ouvriers grévistes. Le *KOR* a donc perdu en été 1977 une de ses principales raisons d'être.

Pendant ce temps-là, la brèche ouverte par le *KOR* dans le monopole du Parti sur l'information et sur l'ensemble de la vie politique s'est considérablement élargie. Le pouvoir, après avoir hésité longuement entre la répression pure et simple (des dirigeants du *KOR* ont été emprisonnés au printemps 1977) et la tolérance générale a choisi une troisième voie, celle de la répression à petites doses : harcèlement, tentatives de décourager individuellement des oppositionnels (en particulier ceux qui sont moins connus), courtes périodes de garde à vue, passages à tabac, pressions sur les lieux de travail, flicage systématique - sans aller toutefois (sauf en de rares cas : le meurtre de l'étudiant Pyjas, l'emprisonnement prolongé de l'un des fondateurs des syndicats libres, Switon, qui font exception), jusqu'à une répression très brutale. Ceci a permis à l'opposition de se renforcer considérablement. D'autres courants sont apparus. Le plus important en dehors du *KOR* est le ROPCIO - mouvement de défense des Droits de l'Homme et du

citoyen - de tendance plus nationaliste et plus lié à l'opposition traditionnelle d'avant 1948 que le KOR. Le nombre des publications clandestines qui apparaissent plus ou moins régulièrement aujourd'hui en Pologne est évalué entre 25 et 50 (et ceci en dehors des livres publiés en *Samizdat*).

Dans ce mouvement général de renouveau de l'opposition, le KOR a tenté de retrouver sa place, en se transformant en « Comité d'autodéfense sociale » *CAS-KOR*) qui selon ses fondateurs a comme but :

1. La lutte contre les répressions ayant des motifs politiques, religieux ou raciaux ou liées à des visions du monde.
2. La lutte pour la légalité, et aide aux personnes persécutées contrairement aux lois.
3. La lutte pour la garantie constitutionnelle des droits et des libertés des citoyens.
4. L'aide et le soutien à toute initiative de lutte en faveur des droits de l'homme.

Le *CAS-KOR*, comme le *KOR* auparavant, se définit donc comme un organisme qui a des buts essentiellement humanitaires (aide aux victimes de la répression et des discriminations, lutte en faveur des Droits de l'Homme). Parallèlement, la grande majorité de ses membres a créé le « Mouvement démocratique », qui se définit beaucoup plus comme un mouvement politique, et qui déclare que son but est de lutter pour la démocratie et pour l'indépendance nationale. Les termes utilisés dans la déclaration de fondation du « Mouvement démocratique » sont relativement précis, probablement parce que cette déclaration a été le fruit d'un compromis entre les différentes tendances représentées dans le *KOR*.

Aujourd'hui, on peut difficilement parler du *CAS-KOR* comme d'une organisation homogène; il faudrait plutôt parler d'un « courant KOR ». Ce courant englobe des « organisations-mères » : le *CAS-KOR*, et son expression politique, le « Mouvement démocratique », ainsi que des organisations, mouvements, revues, etc., influencés fortement par le *KOR*, et souvent animés en grande partie par des militants du *KOR*, sans qu'ils puissent être formellement identifiés avec lui, et sans que toutes leurs actions soient contrôlées ou en accord total avec le courant principal du *KOR*. Parmi les plus importantes, citons des comités de solidarité des étudiants (SKS), la rédaction de la revue *Robotnik* (L'ouvrier), revue dirigée vers la classe ouvrière et distribuée parmi les ouvriers; certains comités paysans et des syndicats libres de la Côte baltique et de Silésie; la Société des Cours scientifiques (TKN); une université parallèle, etc.

Les activistes du *KOR* (contrairement à ceux de la Charte 77) ne se définissent pas en termes « occidentaux ». Il est très difficile de dire

qu'un tel parmi les animateurs du mouvement est plutôt eurocommuniste, un autre libéral, marxiste ou socialiste. Ils voient tous comme but principal la « reconstruction de la société polonaise », aujourd'hui atomisée par les bureaucrates, et ceci en stimulant la création de mouvements sociaux, c'est-à-dire de mouvements d'auto-organisation, indépendants de toute tutelle bureaucratique. C'est pourquoi sont encouragés les syndicats libres comme expression d'auto-organisation des ouvriers, les comités de paysans, les organisations indépendantes d'étudiants, des enseignants, des artistes. Le but final serait la démocratie et une véritable autodétermination.

Quant aux moyens d'y arriver, on peut distinguer à l'intérieur du *KOR* deux ailes :

1. L'aile que l'on pourrait appeler des « réformistes de l'extérieur » (et qui est vraisemblablement majoritaire dans le mouvement), qui pensent que la situation géo-politique de la Pologne (c'est-à-dire la menace permanente des chars soviétiques) oblige, au nom du réalisme, à passer un compromis avec le pouvoir. Cela, non en essayant de le changer de l'intérieur, mais en exerçant des pressions de l'extérieur, par des mouvements de masse, pressions qui obligeront le pouvoir à négocier avec l'opposition et à arriver à un compromis avec elle. Les prévisions sur la nature de ce compromis, c'est-à-dire les limites de l'élasticité du régime, varient selon l'optimisme (ou le pessimisme) des divers oppositionnels qui se sont exprimés à ce sujet.

2. D'autre part une aile radicale du *KOR* existe. Elle part d'un point de vue beaucoup moins fataliste quant à l'inévitabilité de l'intervention soviétique (voir à ce sujet l'interview avec un opposant polonais, *Inprecor*, numéro 43), et en conséquence refuse tout compromis et toute négociation avec la bureaucratie.

Le document que nous publions ici nous semble particulièrement intéressant. La deuxième partie du document (les propositions d'action) réaffirme des thèses connues du *CAS-KOR*, comme la nécessité de l'auto-organisation de la société.

C'est la première partie qui montre un développement nouveau au sein du *CAS-KOR* : l'importance attribuée au problème de l'inégalité sociale. Cette problématique n'apparaît pas du tout dans les principes de fondation du *CAS-KOR*. Il y a eu, c'est vrai, des articles traitant de problèmes ponctuels (manque de viande, manque de médicaments) dans les bulletins d'information du *KOR*, mais c'est la première fois, à notre connaissance, que le problème de la croissance des inégalités sociales, de la misère d'une partie de la classe ouvrière d'une part et des privilèges exorbitants (et héréditaires) des bureaucrates d'autre part, est posé avec tant de netteté, et a été considéré suffisamment important pour constituer toute la première partie de *L'Appel à la société*, avant la problématique « tra-

ditionnelle» du CAS-KOR (libertés démocratiques et création de mouvements sociaux). Il est intéressant peut-être de mentionner ici que la tentative de solution proposée par le CAS-KOR pour le problème du manque de viande (rationnement, sous le contrôle de la société) est diamétralement opposée à celle (augmentation du prix de la viande) qui a été suggérée par un groupe d'économistes proches du KOR dans un

document intitulé «*Remarques sur la situation économique*». Leur opinion est donc vraisemblablement restée minoritaire.

L'apparition d'une analyse, très précise et très intéressante à notre avis, des inégalités sociales, peut signifier le début d'un tournant du CAS-KOR vers un rapprochement avec les préoccupations immédiates des travailleurs.

● *Le mouvement de protestation ouvrière de juin 1976 a révélé une crise profonde de la vie économique et sociale du pays. Nous étions en droit, durant les deux années qui se sont écoulées depuis, d'attendre de la part des autorités, au moins une esquisse des perspectives de résolution de la crise. Non seulement il n'en a rien été - les causes de l'explosion sont demeurées intactes -, mais de nouvelles sources de tension sont apparues. Le marasme et une désorganisation croissante ravagent la vie économique, politique, sociale et culturelle du pays. Vu la gravité de la situation, nous estimons de notre devoir de dire à la société polonaise notre appréciation de la situation, et d'essayer de lui indiquer des remèdes possibles. Nous voudrions également que notre déclaration serve d'avertissement aux autorités contre la continuation d'une politique consistant à négliger consciemment les vrais problèmes sociaux et à ne pas les résoudre. La société a ressenti à plusieurs reprises les résultats tragiques de cette politique dont les autorités portent sur elles l'entière responsabilité.*

I

1. Une augmentation dissimulée des prix des produits alimentaires s'est substituée à celle rejetée en 1976 par la société. Pratiquée sur une large échelle, elle est réalisée par l'introduction sur le marché de produits substitutifs qui changent de prix avec l'étiquette; cette tactique a frappé beaucoup de produits manufacturés et la plupart des produits alimentaires, dont le pain. La hausse des prix dans le commerce d'Etat s'est répercutée sur le commerce privé, entraî-

nant l'augmentation des prix des fruits et des légumes. Les proportions atteintes par ce phénomène sont difficiles à déterminer; il est néanmoins hors de doute que le processus inflationniste, en incluant les modifications officielles des prix, est de loin plus important que ne le laisse supposer les données administratives.

Les difficultés d'approvisionnement, tant en ce qui concerne l'alimentation que les produits manufacturés, ne cessent d'augmenter. Quantité de marchandises ne peuvent être acquises sans d'énormes pertes de temps dans les files d'attente, sans piston ou dessous de table.

Le problème de l'approvisionnement de la population en viande n'a pas été résolu, à moins que l'on ne considère comme résolution la création d'un réseau important de magasins «commerciaux» où le prix d'un kilogramme de saucisson, équivaut au salaire journalier moyen d'un ouvrier : 150 à 200 zlotys le kilogramme. .../... La hausse dissimulée des prix et les difficultés d'approvisionnement provoquent une augmentation exubérante du coût de la vie, qui frappe avant tout les couches les plus démunies de la population.

2. La situation du secteur de la Santé est alarmante. L'insuffisance chronique des investissements dans ce domaine a fini par faire diminuer ces dernières années le nombre de lits d'hôpital, déjà quantitativement sans rapport avec les besoins, notamment dans les services psychiatriques et les maternités (l'Annuaire statistique de 1977). L'exiguité et l'état

technique d'un bon nombre d'hôpitaux où aucuns travaux n'ont été faits depuis l'avant-guerre, créent des conditions sanitaires qui constituent une menace pour la santé des malades.

Un obstacle de plus contre lequel butent les soins médicaux réside dans l'insuffisance de l'alimentation et de la fourniture de médicaments dans les hôpitaux et sur le marché.
(...)

3. La situation du logement, toujours dramatique, ne s'est pas non plus améliorée durant les dernières années. Le nombre de personnes attendant leur tour pour disposer d'un logement augmente d'une année à l'autre, et le temps d'attente s'allonge. Parallèlement, le prix du logement s'élève systématiquement, grévant lourdement les budgets familiaux : dans les coopératives de construction, le loyer mensuel, avec le coût du crédit, peut atteindre une somme de 3000 zlotys (le salaire moyen est de 3500 zlotys - note du traducteur).

Les autorités tentent de compenser la désorganisation de l'économie par une exploitation accrue des ouvriers. On augmente la durée moyenne du travail pour de nombreux groupes de travailleurs. Les conducteurs, les mineurs, les travailleurs du bâtiment et bien d'autres catégories professionnelles travaillent de 10 à 12 heures par jour.

Priver les mineurs de la possibilité de récupérer les samedis passés au travail, les obliger à travailler le dimanche et leur imposer un système de rétribution tel qu'une ab-

proche - entraîne une baisse de 20% du salaire mensuel; tout ceci n'est comparable qu'avec l'exploitation pratiquée aux premiers temps du capitalisme.

4. Une comparaison entre le salaire journalier d'un ouvrier et les prix dans les magasins « commerciaux » fait apparaître un autre fait inquiétant : la stratification sociale s'amplifie. Les différences entre les salaires sont excessives et sans rapport avec les qualifications. L'écart entre les retraites est énorme. Il y a en Pologne des familles dont les conditions de vie sont extrêmement difficiles, et d'autres, peu nombreuses, qui n'ont aucun souci matériel. Un facteur supplémentaire d'accroissement des inégalités sociales vient des privilèges dont disposent les groupes liés au pouvoir : un approvisionnement privilégié, des services de santé et des centres de vacances spéciaux, des allocations de logements, de terrains de construction, et de devises : ce ne sont là que quelques-unes des facilités dont bénéficient les groupes dirigeants. Il en résulte une aliénation sociale de ces groupes qui ne sont plus aptes à percevoir les vrais problèmes sociaux.

De plus en plus on observe le fait suivant : la transmission par héritage de la situation privilégiée des parents. Le principe de l'égalité des chances pour les jeunes devient illusoire.

Dans une situation où la crise économique frappe la société tout entière, et notamment ses couches les plus défavorisées, le fait de garantir des privilèges spéciaux aux groupes dirigeants suscite la juste colère et l'indignation morale.

5. L'élément fondamental de la situation sociale, économique et politique du pays pendant les dernières années a été la crise profonde de l'agriculture. On voit se manifester à présent les résultats de la politique de discrimination et de destruction menée durant les

trente dernières années à l'encontre de l'exploitation familiale. Pourtant, la récolte obtenue d'un hectare de terre cultivables par une exploitation agricole familiale continue à être supérieure à la récolte correspondante dans les exploitations d'Etat. Ceci, comme le fait que le coût de fonctionnement des fermes d'Etat dépasse la valeur de leur production, n'empêche pas que des investissements gigantesques soient dirigés vers ces fermes et vers les coopératives agricoles.

Les difficultés liées à la crise générale de l'économie se sont faites sentir ces dernières années de manière particulièrement forte : le manque de charbon, d'engrais, de fourrage, de machines agricoles, de matériaux de construction, limite fondamentalement les capacités d'investissement des exploitations paysannes, provoquant l'exode des jeunes vers les villes.

A LIRE EGALEMENT

L'interview du camarade M., militant très engagé dans la lutte pour les droits démocratiques en Pologne, parue dans *Inprecor*, numéro 43, du 18 janvier 1979, sous le titre *Le combat de l'opposition*.

Il faut y ajouter le gaspillage des produits agricoles à la suite de la désorganisation et de la corruption qui règnent dans les institutions d'achat de produits.

A l'heure actuelle, après la mise en place du système de l'assurance vieillesse aux paysans, les charges financières dont une exploitation paysanne doit s'acquitter envers l'Etat dépassent souvent la moitié de ses revenus. Le refus du versement des cotisations, exprimé par plus de 250 000 agriculteurs dans tout le pays, est ce qui caractérise le mieux l'attitude de la campagne face à la politique agricole de l'Etat.

6. La violation de la légalité, apparue lors des événements de juin 1976, s'est avérée une politique systématique. Loin d'être circonscrit à des cas isolés, le tabassage des détenus par des miliciens apparaît comme une forme de justice sommaire sanctionnée par les supérieurs.

Les documents réunis et publiés par le Bureau d'Intervention du Comité d'autodéfense sociale KOR témoignent de l'impunité totale dont jouissent la milice et les services de sécurité. Même les meurtres perpétrés sur les personnes des détenus n'entraînent aucune conséquence pour les fonctionnaires qui s'en rendent coupables. (...) le Conseil d'Etat, la Diète et le ministère de la Justice demeurent sourds à tous les signes de perversité et d'anarchie qui se répandent dans les appareils policier et judiciaire.

7. L'usurpation par le parti du droit exclusif et incontrôlé de diriger, de même que d'imposer ses appréciations et décisions dans tous les domaines de la vie, menace plus particulièrement la science et la culture polonaise. La limitation outrancière de la libre recherche scientifique, de sa portée comme de la diffusion de ses résultats, notamment en ce qui concerne les sciences humaines comme la philosophie, l'économie, la sociologie, l'histoire; les exigences rigides de la doctrine imposée qui, il y a bien longtemps, a cessé d'être une idéologie pour devenir un répertoire de dogmes et de directives arbitrairement dictés par le pouvoir; enfin, la nomination aux postes scientifiques d'individus incompetents, mais prêts à exécuter docilement les ordres de l'appareil politique; tout ceci frappe la culture polonaise, l'empêchant non seulement de se développer, mais aussi de conserver et d'utiliser son patrimoine. (...)

Le système de censure préventive affecte non seulement la science et la culture, mais aussi l'ensemble de la vie socia-

le et économique du pays. La censure s'emploie à étouffer non seulement toute remarque critique, mais aussi toute information authentique, susceptible d'aller contre le gré des autorités, de montrer à la société la véritable image d'elle-même. (...)

Les œuvres des créateurs et des chercheurs les plus éminents sont interdits de publication. Les films les plus ambitieux ne voient jamais le jour, des époques entières de l'histoire contemporaine sont falsifiées ou passées sous silence. Ce phénomène a attiré un avertis-

Le système de désinformation constitue un cercle vicieux qui finit par frapper le pouvoir qui l'a créé. D'après Zycie Warszawy (un quotidien de Varsovie - note du traducteur), 65% des données envoyées à l'Institut national de statistiques sont falsifiées; cette appréciation doit être considérée comme optimiste. Une fausse information ne pouvant engendrer de décision juste, la vie du pays doit, fatalement, être frappée de paralysie.

Ayant peur de leur propre société, les autorités ne sont pas à même de présenter la situation sous son vrai jour. La fameuse « manœuvre économique » (appellation donnée à la politique économique appliquée depuis deux ans pour sortir de la crise - note du traducteur), lancée comme étant une solution à la crise, s'est avérée être un ensemble de mesures d'ingérence immédiate, arbitraire et incoordonnée dans la vie économique du pays. Le résultat de cette politique, c'est la désorganisation croissante de l'économie :

- le gel des investissements, à la suite duquel nombre de travaux de construction ont été arrêtés, a entraîné des pertes qu'on évalue à des millions de zlotys;

- le freinage brusque des importations a provoqué dans toute la Pologne des arrêts de production de plusieurs semaines;

- l'exportation de produits alimentaires, portant sur les traits du pillage, a aggravé les déficiences de l'approvisionnement du marché;

- une décomposition du système de planification, jointe à la négation de l'économie de marché et au maintien d'un système anachronique de gestion des entreprises à l'aide d'ordres et de directives, a privé l'économie polonaise de tout mécanisme de régulation.

Le système dans lequel les autorités du Parti-Etat prennent des décisions arbitraires et irrévocables, les donnant pour infaillibles, a produit dans la conscience sociale de la nation des ravages difficiles à évaluer. Les efforts d'extirpation des opinions indépendantes et l'exigence d'obéissance aveugle à toute directive venant d'en haut, font surgir des attitudes intéressées et hypocrites, et contribuent à propager le conformisme, la servilité et le carriérisme. Ce sont là les traits de caractère qui constituent un atout lorsqu'il s'agit d'obtenir un poste de direction. Dans le même temps, on prive de possibilité d'avancement, et parfois de travail, les gens compétents, éclairés et pensant par eux-mêmes.

Les fruits du nihilisme social croissant sont visibles dans l'alcoolisme, la corruption, le mépris du travail honnête et l'éloge de la ruse.

Une réforme économique de base est donc nécessaire. Mais cette réforme, fût-elle la plus réfléchie et la plus cohérente, ne pourra rien changer si elle rencontre l'indifférence et le découragement de la société.

Ce ne sont pas les Conférences d'autogestion ouvrière (institution créée par Gomulka à la place des vrais conseils ouvriers - note du traducteur) qui pourront relancer l'économie. Ce ne sont pas les Comités de contrôle social (organismes créés il y a quelques mois - note du traducteur), qui recrute leurs membres parmi les autorités, qui trouveront les causes de la mauvaise marche de l'économie, de la corruption et de l'illégalité. Le seul résultat de leur activité sera une désorganisation de la vie du pays.

II

Il existe dans la société polonaise d'immenses réserves d'initiative, de volonté d'action et d'énergie, capables de venir à bout de la crise actuelle. La condition de leur déblocage, c'est la possibilité pour tous les milieux sociaux de mettre en place leurs propres organes de représentation. Il est nécessaire en même temps de publier des informations véridiques sur la vie économique et sociale. Ce n'est que lorsque ces conditions auront été rem-



plies qu'il sera possible d'élaborer un programme détaillé de redressement du système économique et de la situation sociale. Ce programme devra être formulé à l'issue de la discussion la plus large, à laquelle participeront des experts indépendants. Faute de remplir les conditions ci-dessus, toute tentative de nouer le contact avec la société de la part des autorités ne manquera pas de devenir un dialogue du pouvoir avec lui-même.

1. Les expériences de décembre 1970 et de juin 1976 ont montré qu'il est possible d'obtenir des concessions du pouvoir par la pression sociale. Cependant, les résultats de ces actions se sont révélés de courte durée. La désintégration de la société a permis au pouvoir de reprendre les conquêtes acquises. Seule une pression continue, générale et organisée peut éviter cela.

La fin de l'année 1975 a vu se dérouler une discussion sur le projet de modification de la Constitution, proposé par les autorités. Les propositions contenues dans les lettres et les pétitions des citoyens peuvent être considérées comme une approche nouvelle de ce qui constitue l'objectif de l'activité sociale indépendante : obtenir la liberté d'opinion, de parole et d'information, la liberté d'association et de rassemblement, la liberté de la presse et la responsabilité du pouvoir devant la société. L'action en vue de cet objectif doit s'accompagner de la création des liens sociaux détruits par le système caractérisé par la monopolisation et la centralisation du pouvoir. Cette action doit être menée indépendamment des structures organisationnelles officielles.

Loin donc de s'abandonner au désespoir impuissant, c'est en exigeant du pouvoir le respect de ses droits, de façon ferme, digne et déterminée, que la société peut finir par les recouvrer, et ouvrir la voie du redressement de la République de Pologne. Témoigne de cette conviction la proposition de programme social, intitulée

«Déclaration du Mouvement démocratique», élaborée dans le cadre du KOR, signée par plus de cent personnes et publiée en octobre 1977. Cette esquisse de programme d'auto-organisation de la société constitue une alternative face au danger croissant d'une explosion spontanée, qui pourrait mettre notre pays au bord d'une catastrophe nationale.

L'apparition, aujourd'hui même, d'une série d'initiatives sociales indépendantes confirme la justesse de ce programme.

- La défense des intérêts ouvriers a été assumée par le bi-hebdomadaire Robotnik (l'Ouvrier).

- En juillet 1978 a été créé le Comité temporaire d'autodéfense paysanne de la région de Dublin, et au début de septembre, le Comité d'autodéfense paysanne de la région de Grojec. Tous les deux jouent le rôle d'organes de représentation indépendante de 16 villages dans la voïvodie de Lublin et de 20 autres dans la voïvodie de Radom. La problématique de la campagne trouve sa place dans le bi-hebdomadaire Gospodarz (Le Fermier).

- L'activité du Bureau d'intervention du Comité d'autodéfense sociale KOR réside dans la dénonciation des actes de violation de la légalité et dans l'assistance aux personnes lésées.

- Les Comités de solidarité étudiante, créés dans de nombreuses universités polonaises, se donnent pour but de venir à bout du monopole de l'Union socialiste des étudiants polonais et de susciter la renaissance d'un mouvement indépendant capable de défendre les intérêts des étudiants et de l'Université.

- Une riposte à l'assujettissement et au détournement de la science a été la création de la Société des cours scientifiques qui rassemble quelques dizaines de scientifiques éminents. Elle a organisé au cours de

l'année dernière une série de cours suivis par quelques centaines d'étudiants, qui ont pu s'adonner au travail dans une atmosphère de vérité et de sérieux que ne sont pas venus troubler la censure et l'emploi assomant de la phraséologie politique.

- Le monopole de l'Etat sur l'édition a été battu en brèche par le développement d'une presse indépendante. Des revues socio-politiques, l'Office indépendant d'édition témoignent par leur existence de la renaissance de la vie culturelle.

Ceci n'est pas énorme, mais suffit pour se convaincre qu'il est possible de mener des activités sociales indépendantes, organisées et efficaces. Plus les organisations indépendantes seront de masse, plus elles seront efficaces, et moins leurs participants seront en butte aux répressions policières.

III

L'action sociale indépendante qui est réapparue en Pologne au cours des dernières années consiste à organiser une opinion publique véritable, à mener la défense contre la répression, à formuler les véritables exigences de la société et à battre en brèche le monopole de l'Etat sur la diffusion de l'information. Ces activités sont accessibles à tout le monde.

1. Il est nécessaire d'ouvrir la discussion la plus large sur la situation économique et sociale du pays. Cette discussion ne peut être amorcée par le pouvoir. Par contre :

a. chaque citoyen peut et doit prendre la parole à l'occasion de réunions publiques pour exiger des autorités qu'elles informent réellement l'Assemblée, pour présenter les faits qui lui sont connus, avancer des revendications et les faire approuver par l'Assemblée. C'est ainsi que, dans plusieurs entreprises, on a obtenu l'été dernier, le versement de salaires moyens malgré les arrêts de production survenus par la faute de la direction. C'est

ainsi qu'en 1956, la société polonaise a participé au débat national, en arrachant aux autorités des concessions importantes;

b. chaque citoyen peut et doit prendre l'initiative de discuter dans son milieu des conditions de vie et de travail, ainsi que de la situation économique et politique du pays. De telles discussions doivent conduire à une formulation de véritables exigences de changements dans le milieu professionnel en question; elles doivent déboucher également sur des travaux centrés par un programme de redressement de la République de Pologne. Elles devraient, enfin, devenir un début d'action aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des structures officielles.

2. Il est nécessaire de s'organiser pour défendre ses droits. Les gens organisés sont les seuls à pouvoir élire leurs véritables représentants. Tous les citoyens membres des syndicats et des associations d'agriculteurs correspondants ont la possibilité d'élire leurs véritables représentants du haut en bas de l'échelle, et de formuler un programme de défense des intérêts des travailleurs. Par exemple, les mineurs qui attendent, sans être entendus,

qu'on supprime le travail obligatoire le dimanche et la journée de travail de 12 heures, pourraient en faire une exigence aux élections syndicales, en votant pour les candidats qui se chargeraient de lutter pour sa réalisation. Les citoyens qui ne trouvent pas de possibilité d'action au sein des organisations officielles, celles-ci ayant perdu, en règle générale, toute crédibilité, peuvent mettre en place des organisations nouvelles, à l'image de celles que se sont données les paysans des régions de Lublin et de Grojec. Cette ligne de conduite peut être réalisée dans tous les milieux sociaux.

3. Lutter de façon organisée est toujours plus facile. Chaque grève, chaque action collective des travailleurs d'une usine ou des habitants d'un village sera efficace, si nous agissons de façon solidaire et disciplinée. Ceci devient particulièrement important là où la violence des autorités provoque des sentiments d'indignation, de colère et de désespoir. Les participants aux luttes doivent être défendus encore plus fortement que les revendications avancées. Nous n'obtiendrons rien sans organisation et solidarité.

4. Le Pacte international des Droits civiques et politiques contient les articles suivants : article 19 :

1. Tout homme a le droit d'avoir ses propres opinions;

2. Tout homme a le droit d'exprimer librement ses opinions, ce droit englobant la liberté de recherche, d'obtention et de diffusion de toute information ou idée, oralement, par écrit ou par impression, sans égard aux frontières nationales, sous forme d'œuvre d'art ou sous tout autre forme de son choix;

Article 22 :

1. Tout homme a le droit de s'associer librement aux autres, ce droit incluant celui de créer des syndicats et d'y entrer en vue de défendre ses intérêts.

Ce pacte a été ratifié par le Conseil d'Etat de Pologne en mars 1977 et constitue dès lors une norme juridique en vigueur en Pologne. En s'organisant pour défendre ses droits, la société polonaise mettra en route le processus permettant de surmonter la crise sociale, économique et politique, dont la cause la plus profonde est l'expropriation des citoyens de leurs droits, et de l'Etat et de sa souveraineté.

Varsovie, le 10 octobre 1978

Les nôtres

Joseph Hansen (1910-1979)

La vie d'un révolutionnaire

George NOVACK

Nous publions ci-dessous l'article paru dans *Intercontinental Press* (vol. 17, numéro 3) du 29 janvier 1979 et dont *Rouge* (numéro 851) du 1er février 1979 a présenté des extraits.

Joseph Hansen, dirigeant, depuis leur fondation, de la IVE Internationale et du Socialist Workers Party - Parti socialiste des travailleurs des Etats-Unis - et directeur-fondateur

d'*Intercontinental Press* (1), est mort à New-York le 18 janvier à l'âge de 68 ans. Diabétique depuis plusieurs années, il a succombé en quelques jours à des complications infectieuses. Il

aura jusqu'au bout assumé d'importantes responsabilités organisationnelles et en matière de presse.

Georges Novack, l'un de ses proches collaborateurs durant des dizaines d'années à la direction du SWP retrace ici la vie de ce trotskyste de la première heure.

● Joe est né le 16 juin 1910 à Richfield dans l'Utah. Il était l'aîné de 15 enfants d'une pauvre famille ouvrière et fut le seul à aller au lycée.

Comment ce jeune homme, issu d'une lointaine communauté de mormons, devint-il un penseur marxiste respecté dans le monde entier comme dirigeant politique et théoricien du mouvement trotskyste ? Dès son adolescence, me dit-il un jour, il avait été intrigué par les personnalités et les promesses de la Révolution russe, qui avaient pris position pour les pauvres contre les riches.

Mais c'est à l'université d'Utah, à Salt Lake City, que commença sa vie politique. La grande dépression qui avait affecté des milliers d'autres étudiants tourna ses pensées dans une direction anticapitaliste.

Il y rencontra par chance Earles Birney, un professeur qui avait rompu avec le stalinisme en 1933 et créé un groupe de l'opposition communiste de gauche. Birney, qui devint par la suite un des poètes et critiques littéraires les plus célèbres du Canada, le convainquit de la nécessité de la révolution socialiste et de la justesse des idées et du programme trotskystes. Joe entra au parti en 1934 et n'oscilla jamais, ni dans ses convictions ni dans son affiliation.

Il fit une licence d'anglais et publia le magazine littéraire du campus, *Pen*. Avant la fin de ses études, Joe partit en 1936 à San Francisco, où, comme militant du parti, il plongea dans les eaux froides du syndicalisme maritime qui menait alors des luttes vigoureuses aussi bien sur le plan interne que contre l'ennemi de classe. Avec Barney Mayes, il participa à la publication de la *Voice of Federation*, journal de la Fédération maritime du Pacifique, représentant tous les syndicats de marins. Il écrivait aussi pour *Labor Action*, l'hebdomadaire du Parti socialiste de Californie, publié par James P. Cannon, le fondateur du mouvement trotskyste américain. Cannon était venu s'instal-

ler sur la côte Ouest après l'entrée des forces trotskystes dans le Parti socialiste dirigé par Norman Thomas. Joe reçut de Jim (Cannon) la responsabilité du journal.

Cette immersion dans le mouvement ouvrier de masse dès le début de son militantisme devait inspirer Joe toute sa vie. C'était un intellectuel révolutionnaire dans le plein sens du terme qui plaçait ses talents et sa formation au service de la cause socialiste et qui s'identifiait intimement aux objectifs et aux aspirations de tous ceux qui produisent les richesses du monde.

Dans le parti, Joe subit l'influence d'un groupe dominé par Martin Abern, l'un des fondateurs du mouvement. Ceci le conduisit à se défier de Cannon en tant que dirigeant et à le garder à distance. Dans l'admirable récit de cette expérience, intitulé *The Abern clique - La clique d'Abern - Joe écrivait : « Je puis dire sincèrement que je ne me suis jamais autant méfié de quiconque que de Cannon, et que cette suspicion était entièrement engendrée par l'abernisme ».*

Cet épisode ne l'empêcha pas d'être envoyé - avec sa compagne Reba - à Mexico en septembre 1937 comme secrétaire du révolutionnaire soviétique en exil, Léon Trotsky. Joe y resta jusqu'à l'assassinat de celui-ci par un agent de Staline en 1940. Trotsky préférait avoir Joe, qui gardait la tête froide, comme chauffeur. Selon les mémoires, publiés récemment, de Jean Van Heijenoort (*Sept ans auprès de Trotsky - Lettres nouvelles -*), qui fut son secrétaire pendant plus de dix ans, Trotsky se sentait plus proche de Joe que de tout autre camarade américain qui l'aidait.

Joe était de garde quand l'assassin planta son piolet dans le crâne de Trotsky et il réussit à retenir l'assassin jusqu'à l'arrivée de la police.

Joe appréciait fort l'enseignement qu'il avait reçu auprès du « Vieux », comme on appe-

lait Trotsky, et essaya toujours de copier sa propre conduite politique sur celle de son guide. Il a plus que rempli cet engagement. De temps en temps, entre nous, nous sourions affectueusement de la rigueur immo-dérée qu'il s'imposait - et imposait aux autres - en poursuivant cet idéal.

Cette responsabilité auto-assumée ne constituait en rien un fardeau pour Joe, mais un plaisir. Le bilan de sa participation au mouvement révolutionnaire international montre assez à quel point il vivait intensément selon les critères de Trotsky.

Joe retourne à New-York après la mort de Trotsky et la scission qui s'était produite dans le SWP au moment de l'éclatement de la Deuxième Guerre mondiale. Il se rendit indispensable comme journaliste, étant donné le manque de camarades aptes à ce travail. Très peu d'entre nous étaient capables d'atteindre son niveau en matière littéraire. Il fit ensuite son apprentissage à la direction centrale du Socialist Workers Party comme membre du Comité central.

A partir de ses discussions avec Trotsky à Mexico et d'une meilleure compréhension de l'enjeu des luttes fractionnelles dans le parti, l'attitude de Joe envers Cannon et ses camarades changea du tout au tout. Il en vint à apprécier les capacités exceptionnelles de Jim à leur juste valeur. Les deux hommes devinrent collaborateurs intimes et leur amitié inébranlable. Cela était devenu tellement évident que lorsque nous parvint la nouvelle de la mort soudaine de Cannon à l'âge de 84 ans, au milieu de notre congrès de l'été 1974, ce fut tout naturellement que Joe se trouva chargé de prononcer le discours principal lors du meeting de commémoration.

Le travail de Joe fut tellement varié que seules ses contributions les plus valables peuvent être mentionnées. Les développements inattendus en Europe

de l'Est découlant de la victoire soviétique contre le nazisme posèrent des problèmes théoriques importants à la IVe Internationale. Comment pouvait-on analyser et apprécier les transformations survenues dans les pays occupés par l'Armée rouge ?

Joe fut parmi les premiers à reconnaître que les rapports de propriété capitalistes avaient été éliminés dans ces pays à la fin des années 40, donnant naissance à une série d'Etats ouvriers déformés dirigés par des castes bureaucratiques.

Il expliqua alors que si les bureaucrates staliniens avaient restreint, réprimé et affronté les luttes ouvrières dans l'Europe de l'Est occupée, ils avaient néanmoins été contraints par l'offensive guerrière de Truman de lancer une sorte de guerre civile déformée contre le reste des forces capitalistes, même en mobilisant partiellement les travailleurs pour faire cela. Cette conclusion était en accord avec la méthode d'analyse du gouvernement, de l'Etat et de l'économie, suivie par Trotsky dans ses derniers écrits sur le stalinisme et l'URSS.

Cette analyse de base fut de nouveau testée et approfondie face aux développements des révolutions chinoise, cubaine et algérienne.

Analysant les événements de Cuba, Joe souligna particulièrement le rôle du «gouvernement ouvrier et paysan» établi à la fin de 1959. Un tel gouvernement, indépendant des capitalistes et reposant sur les mouvements ouvrier et paysan, peut être formé durant un soulèvement révolutionnaire de masse. Cependant, il entre en conflit avec les rapports de propriété capitalistes qui dominent encore l'économie.

Ainsi, un gouvernement ouvrier et paysan peut conduire relativement vite à la formation d'un Etat ouvrier en établissant une base socio-économique qualitativement nouvelle - comme ce fut le cas en Chine et à Cuba. Ou bien, si le soulèvement

est fourvoyé ou avorté, un tel gouvernement peut conduire à une rechute dans un régime capitaliste réhabilité (ce qui se produisit en Algérie). Le concept de gouvernement ouvrier et paysan, mis en avant à l'origine par l'Internationale communiste au temps de Lénine et de Trotsky, est devenue partie intégrante du programme de fondation de la IVe Internationale.

Les analyses pénétrantes de Joe Hansen ont accru notre compréhension du rôle d'un gouvernement ouvrier et paysan comme instrument transitoire de la transformation de l'Etat.

Durant la première décennie, Joe suivit tous les progrès de la Révolution cubaine pour la presse trotskyste. Il saisit son importance historique comme brèche et pionnier de la révolution socialiste dans l'hémisphère occidental. En 1960, il visita Cuba avec Farrell Dobbs, candidat présidentiel du SWP, et aida à lancer le *Fair Play for Cuba Committee* - Comité pour l'établissement de relations avec Cuba. Les derniers mots qu'il écrivit furent un message au congrès de la *Young Socialist Alliance* - Alliance de la Jeunesse socialiste - en décembre

1978, saluant le XXe anniversaire de la victoire du peuple cubain.

Tout en se solidarissant avec les objectifs de la direction révolutionnaire et en défendant ses réalisations contre l'impérialisme et ses laquais, Joe expliqua clairement ses critiques des faiblesses manifestes du régime de Castro, à la fois dans sa politique intérieure et extérieure, du point de vue du programme marxiste.

De nombreux articles théoriques et polémiques sur Cuba, écrits par Joe Hansen, viennent d'être regroupés dans un livre : *Dynamique de la Révolution cubaine*; ce livre sera publié en français par les Editions La Brèche au cours de l'année 1979. Il présente un aperçu très large de la montée et des contradictions progressives de l'expérience cubaine à ce jour.

Joe appartenait à la «vieille garde» du trotskysme américain qui dut subir les attaques infligées par la chasse aux sorcières durant la guerre froide de 1948 jusqu'au début des années 1960.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, il fut marin mais se vit privé de son poste par une



Joseph Hansen chez Lav Davidovitch Bronstein à Coyoacan.

purge organisée par le Président Truman afin de purifier la marine de telles opinions et affiliations politiques.

A la fin de 1953, quand la direction du parti décida d'envoyer Joe au congrès mondial en Europe comme le camarade le plus capable d'expliquer le caractère opportuniste et liquidateur de la fraction de Cochran dans le SWP et nos divergences avec la politique de Michel Pablo dans l'Internationale, la police politique américaine prit une initiative qui conduisit à renforcer la situation de scission dans la IVE Internationale. Le Département d'Etat refusa d'accorder un passeport à Joe, pour des raisons politiques. Aucun dirigeant de notre parti ne put voyager à l'étranger afin de discuter directement de nos positions politiques au sein de la IVE Internationale jusqu'à ce que Farrell Dobbs reçoive un passeport à la fin des années 50. En ce qui concerne Joe, il ne put avoir un passeport qu'en 1961.

Cette période prolongée de persécution et d'isolement démoralisa nombre de nos camarades et en vint à bout. Joe fut un pilier durant ces années-là, particulièrement lors de la lutte fractionnelle au couteau qui culmina avec la rupture du groupe de Cochran d'avec le SWP en 1953 et avec la scission de la IVE Internationale, inspirée par Michel Pablo.

Joe n'avait jamais perdu confiance dans les perspectives de la classe ouvrière ni dans le rôle décisif du parti prolétarien pour l'avènement d'une Amérique socialiste dans un monde socialiste. Il analysa en profondeur le phénomène du Mc Cartysme et contribua à l'élaboration d'une politique de riposte à sa menace. Aux jours les plus sombres des années 50, il donnait des cours de formation sur le *Capital* de Marx dans le cadre de l'école Trotsky. Nous étions alors tellement peu nombreux que notre mensuel théorique *International Socialist Review* ne pouvait plus être publié à New York; Joe et moi, assistés

par Frank Grave, avons dû le publier pendant quelques temps à Los Angeles.

Surmontant son éducation dans une région provinciale, Joe réussit à acquérir une vision historique mondiale sur toutes les questions. Il avait

Plus de 550 personnes ont assisté au meeting de commémoration tenu le 28 janvier à New York en hommage à Joseph Hansen.

Il a été créé un fond spécial à l'initiative de Reba Hansen et des co-éditeurs de Intercontinental Press : George Novack, Livio Maitan, Pierre Frank, Ernest Mandel. L'objectif est de collecter 20000 dollars (9 millions de centimes) d'ici le 31 mars afin de pouvoir entreprendre la publication de quelques-uns des travaux essentiels de Hansen. Plus de 8000 dollars ont déjà été recueillis lors du meeting de New York.

Parmi les premiers participants à ce fond se trouvent Tariq Ali, Robin Blackburn, Hugo Blanco, Marguerite Bonnet, Pierre Broué, Tamara Deutsher, Pierre Lambert, Bernadette Devlin, Nahuel Moreno, Vsevelod Volkov (petit-fils de Trotsky) et Mary-Alice Waters qui succède par ailleurs à Joseph Hansen comme responsable de la version en langue américaine d'Intercontinental Press / Inprecor.

Les contributions à ce fond peuvent être envoyées à :

**Joseph Hansen
publishing fond
14 Charles Lane
New York (N.Y.) 10014
Etats Unis**

assimilé l'internationalisme comme base du marxisme jusqu'à la moëlle de ses os. Il l'appliqua en pratique comme représentant du Socialist Workers Party pour promouvoir la réunification des forces trotskystes divisées depuis

1953 et consolider cette unité au début des années 1960, avant le début de la nouvelle vague de radicalisation. Il aida à élaborer les documents qui servirent de plate-forme au dépassement d'une scission de neuf années.

La publication de *Intercontinental Press* (appelé alors *World Outlook*) fut un des principaux produits de l'unification.

De 1963 à 1965, ce magazine fut publié, ronéoté par Joe et Reba, avec l'aide de Pierre Frank, en tant que service de presse hebdomadaire pour le mouvement international et pour fournir à ses cadres l'information et les analyses actualisées susceptibles d'alimenter leur réflexion et leurs activités.

Si une institution peut être considérée comme «l'ombre portée d'un homme», c'est assurément le cas d'*Intercontinental Press*. L'éventail universel de son contenu et son haut niveau technique et politique lui ont assuré une réputation dans les milieux radicalisés de tous les continents.

Joe participa également, à une période ou à une autre, aux principales publications du SWP, *The Militant* et *International Socialist Review*.

C'était un secrétaire de rédaction extrêmement attentif qui détestait le travail bâclé, que ce soit dans la préparation d'un repas, la réparation d'un moteur ou le signolage d'un article. Je me suis parfois émerveillé de son insistance pointilleuse à vérifier une citation ou un fait...

Joe était guidé, dans tout son travail politique, par la méthode du *Programme de transition*, élaboré comme charte de la IVE Internationale, tandis qu'il était avec Trotsky à Coyoacan, ainsi que de la stratégie léniniste de la construction du parti. Il se préoccupa constamment des grands problèmes de stratégie politique posés par les luttes d'émancipation du prolétariat, où qu'elles aient eu lieu, que ce

soit au Portugal, en Chine, au Chili ou dans les pays capitalistes avancés.

Joe utilisa toutes les connaissances qu'il avait acquises dans les polémiques sur l'Amérique latine, dans la lutte fractionnelle au sein de l'Internationale de 1969 à 1977. Il considérait les écrits de cette période comme particulièrement importants. Ses contributions non seulement aidèrent à clarifier les débats, mais permirent également de donner un ton objectif à la discussion. Ceci facilita la résolution des principales divergences entre les deux fractions qui décidèrent de se dissoudre en 1977. Il fut, plus que tout autre, responsable du fait qu'une des luttes de fractions qui fut une des plus longues dans l'histoire des Internationales ne se

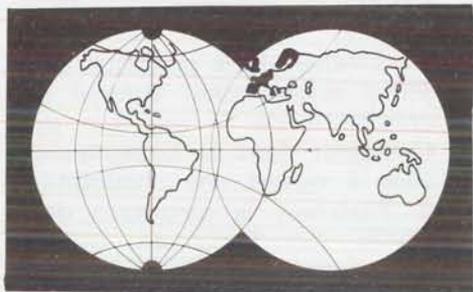
termina pas par une scission, mais par une homogénéité idéologique plus fermement fondée.

Il ne pensait pas que la tâche d'unification des forces dispersées du trotskysme était accomplie avec la fin de la situation fractionnelle au sein du Secrétariat unifié. Il avait en vue le pas suivant de ce processus qui verrait les camarades du Comité d'Organisation pour la reconstruction de la IVe Internationale, qui avaient refusé de participer à la réunification de 1963, revenir avec nous dans une seule organisation. Il fit ce qu'il put, ces dernières années, pour accélérer cette convergence qui n'est pas encore réalisée...

La réputation de Joe en tant que révolutionnaire est sans tâche. Il fut à juste titre le confi-

dent de Léon Trotsky et de James P. Cannon. Au moment de sa mort, il était l'un des dirigeants et théoriciens les plus respectés et les plus influents de la IVe Internationale. Nous donnons sa carrière en exemple aux jeunes révolutionnaires. Comme il le déclarait dans son dernier message au Congrès de la *Young Socialist Alliance* : « *A un moment de leur vie, les jeunes font face à une crise d'orientation. Quelle voie doivent-ils choisir pour le restant de leurs jours ? Mon choix fut le trotskysme, un choix que je n'ai jamais regretté. J'espère que ceci sera une occasion pour d'autres de faire le même choix. Vive la IVe Internationale !* » « *Vive le Socialist Workers Party !* », « *Vive la Young Socialist Alliance !* ».

Le 20 janvier 1979



Grande-Bretagne

Le gouvernement travailliste passera-t-il l'hiver ?

Moins de trois mois après avoir repoussé les élections générales, Callaghan doit faire face à une offensive des salariés plus importante que celle qui a conduit à la chute du gouvernement Heath en 1974.

Brian GROGAN

● La Grande-Bretagne connaît actuellement son plus grand conflit salarial depuis 1974. Néanmoins, ce qui est en jeu, ce n'est pas le succès de telle ou telle négociation salariale, mais la réponse qui sera donnée à la crise d'ensemble. Ce qui est en cause, c'est l'échec manifeste du gouvernement travailliste, qui n'a pas su résoudre la crise dans l'intérêt des patrons, mais qui n'a pas non plus suffisamment démoralisé la classe ouvrière pour rendre vraiment viable une alternative *Tory* présentée par le Parti conservateur. Dans cette situation,

des élections générales ne peuvent pas être longtemps repoussées. C'est cette conjonction de la lutte de masse avec l'approche d'élections générales qui donne un aspect si aigu à la crise d'hiver des travaillistes.

Lorsque Callaghan a ajourné les élections générales en octobre dernier, il a pris un risque calculé. Il pensait que les dirigeants syndicaux bourreraient une fois de plus le mou aux travailleurs, et leur feraient accepter sa politique de limitation des salaires. Les trois premières étapes de son plan se

sont réalisées, même si la dernière n'a pas été avalisée par le Congrès des syndicats (*Trade Union Congress - TUC*). Mais ce qu'il n'avait jamais imaginé, c'était une révolte de la base.

Pourquoi l'aurait-il fait ? Les événements semblaient se dérouler comme il le souhaitait. Les résultats de sa politique d'austérité avaient calmé le Fonds monétaire international et cela, joint au solde positif de la balance des paiements grâce au pétrole de la mer du Nord, avait donné une certaine stabilité à la livre, surtout par

rapport au dollar. Il pensait que la hausse de sa popularité - qui avait été au plus bas et était encore précaire - continuerait grâce à une baisse de l'inflation et à une petite reprise de l'économie.

Une étape de plus dans les négociations salariales, et le tour serait joué. Callaghan était très confiant, d'autant plus qu'il avait déjà évité une crise importante en Ecosse. Le tournant des travaillistes, qui soutiennent maintenant un certain degré d'autonomie gouvernementale en Ecosse et au pays de Galles, a transformé la situation. Le Parti nationaliste écossais (*Scottish Nationalist Party*), un parti bourgeois, avait commencé à menacer le bastion travailliste. Il avait obtenu un tiers des voix populaires, soit autant que les travaillistes ou les *Tories*. Maintenant, le Parti travailliste recueille de nouveau 50% des suffrages.

Mais moins de trois mois après avoir repoussé les élections générales, Callaghan doit faire face à une offensive sur les salaires plus importante que celle qui a conduit à la chute du gouvernement Heath en 1974. La situation était d'autant plus dramatique que le mouvement des camionneurs suivait immédiatement la rupture de la « limite des 5% » imposée par le gouvernement aux hausses des salaires par une série de groupes importants, l'exemple le plus connu en étant les travailleurs de chez Ford qui ont obtenu une augmentation des salaires de 17% après neuf semaines de grève.

Ce qui a finalement été déterminant, c'est que les travailleurs manuels mal payés du secteur public sont entrés en lutte.

UNE CRISE POLITIQUE

Cette révolte menace donc sérieusement la stratégie d'ensemble de Callaghan - une stratégie qui a jusqu'ici reçu la bénédiction des secteurs bourgeois les plus influents. Mais il serait profondément erroné de voir dans cette expérience

une réédition de la période 1970-74, où un conflit salarial élémentaire s'est approfondi et élargi au point de finalement renverser le gouvernement *Tory* détesté. En effet, il y avait alors une alternative politique évidente : un gouvernement travailliste, qui permettait à des luttes essentiellement sectorielles de trouver un objectif politique général. Il n'en est pas ainsi aujourd'hui. Il est vrai que la politique des 5% est en lambeaux. Mais son soubassement - l'alliance avec les dirigeants syndicaux - est toujours là.

Il est clair qu'aujourd'hui l'initiative échappe des mains du gouvernement et des dirigeants syndicaux et est entre celles de la direction à la base - essentiellement au niveau des délégués d'ateliers. Mais ceci ne peut pas durer longtemps. En effet, bien qu'un grand nombre d'entre eux soient conscients des problèmes politiques, les délégués ne proposent pas de réponse alternative claire qui permettrait une généralisation politique de ce qui reste encore des conflits sectoriels - même s'ils cherchent à briser la limite des 5%. En fait, ils partent du postulat que la reprise économique limitée de l'année dernière permet des gains sectoriels. Le défi qu'ils lancent au gouvernement ne constitue pas encore une rupture politique avec l'argumentation qui a amené les masses à accepter dans un premier temps le « contrat social ».

Le gouvernement avait fait accepter l'austérité comme une nécessité à court terme qui permettrait une nouvelle expansion du capitalisme dont il assurait qu'elle conduirait au retour du plein emploi, à l'augmentation du niveau de vie et à l'expansion des services sociaux. La priorité était la « lutte contre l'inflation ». Avec le renforcement apparent de l'économie britannique, les travailleurs considèrent que la période où ils devaient se serrer la ceinture est terminée.

L'avenir, néanmoins, est loin d'être celui d'un capitalisme en expansion, comme cela va très

vite apparaître. Aussi, tant qu'une alternative socialiste ne se constituera pas, Callaghan pourra espérer reprendre l'initiative, et relancer l'offensive gouvernementale. Le gouvernement utilise déjà les difficultés du capitalisme britannique pour renégocier un nouveau « contrat social » avec le TUC, en plein milieu du grand conflit sur les salaires. Ceci, combiné à quelques concessions mineures et à des attaques démagogiques contre les patrons au niveau des prix, pourrait remettre en question l'offensive ouvrière en cours.

Quant à la constitution d'une atmosphère « pré-électorale » par le gouvernement travailliste et par les *Tories*, elle facilite la mise en place d'obstacles politiques importants face à la lutte de masse.

UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL

L'échec de la politique des 5% a sérieusement entamé la crédibilité de la stratégie de Callaghan dans la bourgeoisie. Cela a ouvert des possibilités à Thatcher, la dirigeante des *Tories*. Les *Tories* ont utilisé toutes les occasions de dramatiser la situation, afin de mettre en avant les thèmes politiques centraux autour desquels ils sentent qu'ils pourraient gagner des élections, essentiellement sur le thème de : « *Qui gouverne, le Parlement ou les syndicats ?* ».

Le succès phénoménal des camionneurs, spécialement dû à l'utilisation de piquets de grève volants, et la solidité de l'action des travailleurs du secteur public, qui s'est manifestée lors de leur grève nationale d'une journée le 22 janvier, ont posé le problème de l'approvisionnement et des services essentiels. Lors des premières semaines de la grève des camionneurs, dans beaucoup de villes, les décisions réelles sur ce qui serait transporté et sur qui aurait la permission de livrer des produits étaient entièrement aux mains des piquets de grève. Juste un exemple parmi tant d'autres : à Hull,

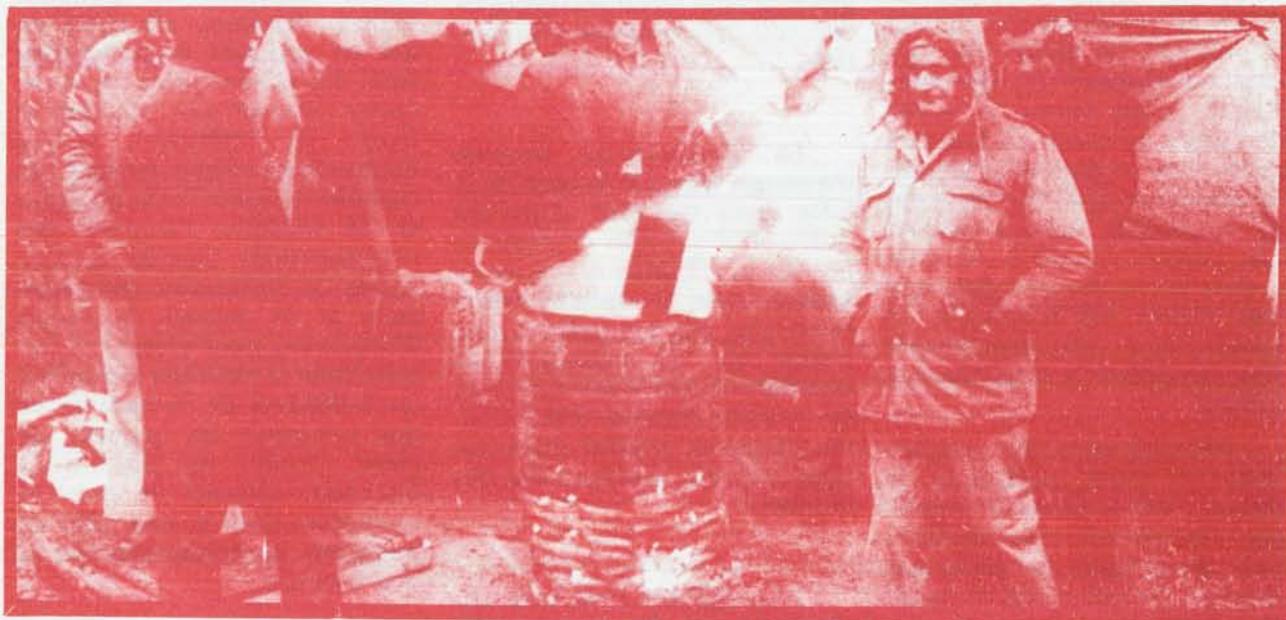
sur la côte du Yorkshire, les camionneurs se sont mis d'accord avec les dockers pour empêcher tout déplacement de produits dans le port. Ils ont alors mis en place des piquets volants sur toutes les routes menant à la ville. Ils ont réussi à isoler effectivement la ville, sauf en ce qui concerne les produits que les camionneurs eux-mêmes considéraient comme essentiels. Un autre exemple, dans le secteur public, les travailleurs des hôpitaux ont refusé de servir les patients des cabinets privés. Ceci a bien sûr mis les *Tories* en fureur. Ils ont commencé à parler de l'existence de «deux pouvoirs», de l'«anarchie», de «sang et de violence», au Parlement et dans les médias. Une campagne mas-

Callaghan ne peut plus garantir ce mode de contrôle, une autre solution doit être trouvée. Ce que les *Tories* demandent essentiellement, c'est l'utilisation de la loi et des tribunaux pour briser la combativité de la base que la bureaucratie a de plus en plus de mal à contenir. Ils proposent de rendre les contrats salariaux exécutoires sous forme de loi, et d'autoriser la poursuite judiciaire des syndicats «coupables» d'actions de boycott afin d'obliger la bureaucratie syndicale à exclure les militants des entreprises et des syndicats, sous peine de réquisitionner les fonds syndicaux. En même temps, ils veulent agir contre les piquets de grève par l'intermédiaire de la police et des tribunaux. En résumé,

parlement sans majorité. C'est aussi dans un tel contexte que les exigences, fréquentes bien qu'encore prudentes, d'un blocage des salaires pendant six mois, pourraient devenir une possibilité réelle.

Ce serait pour Callaghan une gigantesque défaite que de devoir instaurer, sous la pression des *Tories* et du patronat, l'«état d'urgence». Cela serait admettre l'échec total de sa stratégie et rappeler le souvenir de la fameuse «semaine de trois jours», le dernier sursaut de l'ancienne administration *Tory* sous Edward Heath.

Le seul espoir de Callaghan est de renouer son alliance avec les dirigeants syndicaux, même si cela doit signifier l'oc-



Piquet de grève devant les entrepôts de Tilbury dans la région londonienne.

sive a été lancée pour décréter des pouvoirs exceptionnels et envoyer des troupes en instituant un «état d'urgence».

Mais l'objet central de l'agitation était la question des piquets de grève. Un nouveau mot était apparu dans la politique britannique, pour désigner le phénomène qu'ils appelaient «*piquets secondaires*». Ce que Callaghan avait promis à la bourgeoisie, c'était de contrôler le pouvoir des syndicats, c'est-à-dire de contrôler les actions de la base, par l'intermédiaire de dirigeants «modérés». Si, comme cela semble être le cas,

ce qu'ils proposent est l'introduction en Grande-Bretagne d'une version de la célèbre loi Taft-Hartley qui est en vigueur aux Etats-Unis, et d'où l'utilisation du terme «*piquets secondaires*» est tirée.

Cela a donné la possibilité aux libéraux, et surtout à l'ancien dirigeant *Tory* Heath, de commencer leur campagne sur le thème d'un «*gouvernement d'unité nationale*». Même si une telle éventualité est hors de question avant les élections, elle pourrait prendre corps dans le cas probable où les élections donneraient naissance à un

trois de concessions limitées à la base. L'offre de telles concessions a pour la première fois amené Callaghan à entrer en conflit avec la bourgeoisie. Le récent projet qu'il a proposé à la Chambre des Communes le 18 janvier n'est qu'un premier pas, mais même cela a entraîné les protestations de la CBI. Ce que la fédération patronale n'accepte pas, c'est qu'il ait l'intention de renforcer la Commission des prix et surtout qu'il ait proposé d'abolir la clause qui restreint les actions contre l'augmentation des prix lorsqu'il s'agit de firmes dont les profits vont être atteints. Bien sûr, ces

mesures sont de la pure démagogie. Mais la CBI pense avec raison que cela va encourager la base à demander que l'on puise dans les profits et non dans les salaires pour résoudre la crise. C'est cela qu'elle considère comme dangereux.

En même temps, Callaghan est capable d'utiliser la campagne des *Tories* à ses propres fins afin de battre politiquement en brèche l'action de la base et aussi d'essayer de rendre de la fermeté aux dirigeants syndicaux. Callaghan a déjà obligé le TUC, et particulièrement Moss Evans, le dirigeant du syndicat des camionneurs (*Transport and General Workers Union - T&GWU*), fort de deux millions de membres, qui a organisé la grève des camionneurs, à mettre au point un «code de conduite» concernant les piquets de grève. En fait, c'est au dirigeant de «gauche» Kitson qu'est revenu le travail de mettre en œuvre ce nouveau code. Ceci a sapé la grève des camionneurs juste au moment où ils étaient prêts à obtenir une victoire complète. La lutte a donc été prolongée alors que cela n'était pas nécessaire, et l'accord sur 20% d'augmentation a remplacé la revendication initiale.

Les dirigeants des conducteurs de trains capitulent de même. Depuis plusieurs semaines maintenant, les roulants font deux jours de grève par semaine. Ils ont choisi le mardi et le jeudi pour causer le maximum de désordre avec une perte minimale de salaire. Cette action, combinée à la grève des camionneurs et au conflit du secteur public, est ce qui a donné un tel aspect de désordre gigantesque dans les dernières semaines. Les dirigeants de l'ASLEF ont maintenant arrêté cette action, lui préférant des accords nébuleux pour négocier par l'intermédiaire d'un tribunal «indépendant».

LA CLE DE LA GREVE DU SECTEUR PUBLIC

Sans aucun doute, les négociations en cours pour mettre sur pied un nouveau «contrat social» ont pour but de saper la

lutte des travailleurs manuels du secteur public contre les bas salaires. On ne peut mettre en question le militantisme et la détermination de la base. La magnifique journée d'action du 22 janvier a vu un million et demi d'ouvriers faire grève. Le même jour, une manifestation massive de 80000 ouvriers s'est terminée par un meeting de masse que la base a pris en mains avec le mot d'ordre retentissant de «*tous dehors*». Des débrayages de la base se sont déjà produits dans certaines localités, comme mesure préventive contre les tentatives de la bureaucratie de contrôler la grève par une «*action sélective*». L'objectif des bureaucraties est simplement de faire pression sur le gouvernement pour le gagner à leurs schémas favoris, qui sont loin des revendications des «60 livres» et des «35 heures».

La bureaucratie propose d'avancer, non sur la base de la lutte, mais sur celle d'une enquête publique afin de déterminer les possibilités d'«harmonisation» avec le secteur privé. Pour cela, elle est prête à permettre que les augmentations de salaires soient étalées sur deux ou trois ans, et même à abandonner l'arme de la grève dans certains secteurs, comme celui des hôpitaux.

Les militants vont bien sûr combattre très fortement contre une telle liquidation. Ils exercent actuellement une pression massive sur la bureaucratie pour la pousser à l'action. Une action généralisée amènerait très vite le gouvernement à céder. Mais la bureaucratie tient bon contre cela. Chacun des syndicats du secteur public «fait sa propre action». Il est clair que ce pour quoi les militants devraient lutter est la formation d'une union des syndicats du secteur public, à la fois au sommet et par la création de comités de grève et de délégués d'ateliers, comités unitaires comprenant des délégués de tous les groupes de travailleurs en lutte. Les permanents syndicaux et les ressources des

syndicats devraient être mis à la disposition de tels comités de délégués de base unitaires.

L'influence politique des militants peut être estimée à partir du fait qu'un tel comité de grève a déjà été mis sur pieds dans la région de Londres dans le plus grand syndicat concerné, le NUPE. Les Comités d'action contre les bas salaires, qui se forment actuellement dans tout le pays et regroupent des militants actifs, devraient avoir pour but de généraliser cette expérience. Il serait bien sûr idiot que ces comités de militants s'auto-proclament la direction de la base.

Le ministre du Cabinet, William Rodgers, est entré en lice en appelant à un blocage total des salaires pour six mois, «pour donner aux ouvriers le temps de réfléchir», si les dirigeants syndicaux ne sont pas capables de contrôler la situation et de diminuer l'ampleur des revendications. Cela fait suite au succès de l'utilisation par Callaghan de la menace de l'«état d'urgence», pour amener la bureaucratie à contrôler elle-même les initiatives de la base en ce qui concerne les piquets de grève. Toutes ces manœuvres ont pour objectif de créer la confusion dans la base afin de renforcer la domination de la bureaucratie.

REUNIR UN CONGRES DU TUC

On comprend donc aisément que le soutien à l'actuelle offensive ouvrière sur les salaires réclame en même temps la mise en avant d'une alternative socialiste à Callaghan. Le Congrès du TUC devrait être immédiatement réuni - d'abord pour développer une solidarité maximum avec l'actuelle offensive sur les salaires. Les sections syndicales puissantes comme celle des mineurs et celle des travailleurs de l'électricité qui ont des revendications à formuler devraient être encouragées à les mettre

en avant aux côtés de ceux qui sont déjà en lutte, particulièrement les travailleurs du secteur public. Au cours d'un tel Congrès, un plan devrait être mis sur pieds pour préparer le combat contre les menaces portant sur le droit à faire des piquets de grève. Mais, ce qui est le plus important de tout, le TUC devrait commencer à formuler les grands traits d'une solution socialiste claire qui, tout simplement, renverserait la formule qui a guidé le programme d'austérité du gouvernement travailliste. Le but de l'austérité travailliste était de pomper dans les ressources de la classe ouvrière pour gonfler les profits par des restrictions au niveau des salaires et des services sociaux, et par la création d'un chômage massif. Une politique dans l'intérêt des travailleurs devrait nationaliser sous contrôle ouvrier les secteurs capitalistes les plus importants et élaborer un plan des travailleurs pour l'économie.

Les éléments à partir desquels une telle alternative socialiste pourrait être élaborée existent déjà. La lutte pour la semaine de 35 heures pour commencer à s'attaquer au chômage fait déjà partie de la plupart des revendications importantes sur les salaires. Son corrolaire évident est le partage du travail sans perte de salaire. De même, la plupart des revendications salariales s'appuient sur le fait qu'il faut récupérer les pertes qu'avait engendrées la période du contrat social. Pourquoi ne pas traduire cette exigence dans une revendication réclamant que les salaires augmentent en même temps que le coût de la vie, celui-ci étant calculé par des comités syndicaux ? On doit ajouter à cela l'expérience obtenue dans le conflit salarial actuel, où les comités de grève ont commencé à imposer certains éléments de contrôle ouvrier en prenant eux-mêmes des décisions concernant l'*«approvisionnement essentiel»*.

Le combat pour réunir le Congrès du TUC doit être posé comme la poursuite des luttes actuelles. Un combat pour la création de comités locaux

inter-sectoriels comprenant tous ceux qui sont prêts à la lutte, peut-être en tant que sous-comités des Conseils syndicaux, serait un pas en avant vital. Ceux-ci pourraient alors se regrouper pour former une conférence régionale du TUC. Une telle approche rendrait très difficile au gouvernement et aux bureaucrates l'utilisation du Congrès des syndicats pour légitimer un nouveau «contrat social» mis au point derrière le dos des travailleurs en lutte.

REUNIR LA CONFERENCE DU PARTI TRAVAILLISTE

La mise en avant d'une solution socialiste globale devient de plus en plus urgente au fur et à mesure que les élections générales approchent. De quel mandat Callaghan est-il investi pour appliquer sa politique actuelle ? La dernière Conférence du Parti travailliste a rejeté cette politique par une majorité de deux à un et a appelé à une campagne active contre les 5%. Quel mandat a-t-il, et quel mandat ont les dirigeants du TUC pour la promulgation d'un nouveau «contrat social» ? Et le Parti travailliste et le TUC se sont engagés à des «négociations collectives libres». La preuve en est qu'un combat a actuellement lieu dans le Comité exécutif national au sujet de l'adoption d'un nouveau manifeste du Parti travailliste. Mais ceci se passe en coulisses. La réunion d'une Conférence du Parti travailliste amènerait ce combat au grand jour, et permettrait l'intervention des forces actuellement en lutte contre Callaghan. Nous ne devons pas sous-estimer les problèmes déjà posés au gouvernement par le simple rejet de sa politique de 5% par la dernière Conférence du Parti travailliste. La convocation d'une nouvelle Conférence mettrait des obstacles importants aux tentatives actuelles de la bureaucratie pour mettre au point un nouveau contrat social. Avec l'élaboration et l'adoption d'un nouveau manifeste s'engageant à une politique socialiste, une base serait posée pour la destitution de Callaghan et de tous ceux qui soutiennent l'austérité, tant à l'intérieur qu'à

l'extérieur du Cabinet, de leurs rôles dirigeants dans le mouvement travailliste.

Mais la gauche travailliste et le Conseil exécutif national du Parti travailliste sont paralysés face à l'ampleur des enjeux actuels. Ils ont été incapables de proposer une solution de rechange et se sont bornés à demander au gouvernement d'accorder quelques concessions au TUC pour leur permettre de garder le contrôle de leur base. Ce qu'ils ont choisi d'ignorer, c'est que Callaghan est tout à fait prêt à de telles concessions, mais dans le but de regagner du terrain et de reprendre l'offensive.

LA REELECTION D'UN GOUVERNEMENT TRAVAILLISTE

En dépit de la faillite de la gauche travailliste et des attaques vicieuses du gouvernement contre les travailleurs, tous les socialistes doivent encore faire campagne pour la réélection d'un gouvernement travailliste.

On ne peut pas encourager ceux qui, même s'ils sont des militants honnêtes, commencent à soulever la traditionnelle revendication *Tory* d'un arrêt du soutien politique et financier des syndicalistes au Parti travailliste. De telles mesures ne pourraient que renforcer l'emprise de l'aile droite sur le mouvement travailliste. Nous perdons tout si nous laissons aux *Tories* le soin de défaire les dirigeants de droite qui sont à la tête du mouvement travailliste.

En réalité, les développements des derniers mois ont montré que les événements vont exactement en sens contraire. En dépit des apparences, le fait que l'administration soit travailliste ne peut, si on s'en sert correctement, qu'aider à la création d'une solution de rechange socialiste. Le vieil adage léniniste *«nous soutenons les travaillistes comme la corde soutient un pendu»* est en train de se réaliser. En effet, l'avant-garde large dans la classe ouvrière est maintenant obligée de mettre en

question la perspective politique de ses dirigeants au gouvernement et dans le TUC, justement parce qu'elle a fait l'expérience des variantes de la politique de droite qui étaient supposées «à la longue» lui apporter la prospérité. La politique de lutte de classe est encore loin d'être soutenue par la majorité de la classe ouvrière. Mais les dirigeants des grèves actuelles au niveau des délégués d'ateliers ont été forcés d'évaluer les problèmes politiques qui se posent. Deux leçons fondamentales et vitales pour la construction d'une aile gauche de lutte de classe sont en train d'être assimilées par l'avant-garde large. Tout d'abord, cette avant-garde comprend maintenant ce qu'il en coûte de s'en remettre aux dirigeants syndicaux nationaux. Même si cette avant-garde est vulnérable face aux manœuvres de la bureaucratie tant qu'elle n'a pas une alternative politique d'ensemble, il y a néanmoins maintenant beaucoup plus de militants qui sont préparés à soutenir la formation de regroupements de lutte de classe à l'intérieur des syndicats. Un regroupement important de militants s'est cristallisé pendant la grève autour du Groupe des travailleurs de Ford. Il continue à organiser les militants au niveau des ateliers, et a pour orientation la recomposition de la direction des délégués d'ateliers sur une base de lutte de classe. De même, à l'intérieur du Syndicat national des employés du secteur public (NUPE), la «Campagne pour l'action dans le NUPE» (*Campaign for Action in NUPE - CAN*) commence à s'organiser de la même façon et a la possibilité de s'implanter réellement dans les grèves actuelles. Chez *British Leyland* aussi, en dépit de la défaite de la dernière lutte sur les salaires, un groupement similaire s'est créé autour des «Délégués pour une révision annuelle des salaires», qui doit maintenant s'organiser autour d'objectifs à plus long terme. Des regroupements semblables existent déjà dans certains syndicats d'employés, chez les instituteurs, dans l'administration locale et dans le syndicat le plus important des services sociaux.

La constitution de tels organismes de lutte de classe a été permise grâce à une autre leçon née des expériences de ces dernières années : la compréhension du caractère futile des tentatives visant à «contourner» les structures officielles et semi-officielles du mouvement ouvrier. Une telle orientation a été animée par le Parti socialiste des travailleurs (SWP) et prend corps dans ses organisations de *militants de base* et dans la *campagne pour le droit au travail*, qui ont connu une crise et un déclin dans la dernière période. La théorie qui sous-tendait cette politique du SWP était celle de la «bureaucratiation» supposée des responsables principaux des délégués ouvriers et des sections syndicales d'entreprises. Cette théorie est maintenant considérée, même par eux, comme une absurdité face à l'offensive actuelle dirigée par les délégués d'ateliers. Comme le SWP aussi commence maintenant à le comprendre, le mouvement des délégués a été politiquement, mais pas socialement, incorporé dans le projet de collaboration de classe de la bureaucratie. Comme il commence aussi à le comprendre, la clé pour combattre cette intégration est la mise sur pieds d'une «solution de rechange socialiste».

L'UNITE SOCIALISTE

Un des meilleurs moyens de réaliser ce projet est de présenter des candidats de la gauche

A LIRE AUSSI

1. *Au sortir de plusieurs défaites et à la veille d'une année électorale*, de Brian Grogan et de Rich Palser; paru dans *Inprecor* no 22, du 17 février 1978.
2. *Callaghan et Ford contre la classe ouvrière*, de Brian Grogan; paru dans *Inprecor* no 36, du 19 octobre 1978.
3. *La dernière année du gouvernement Callaghan*, de Rich Palser; paru dans *Inprecor* no 40, du 14 décembre 1978.

révolutionnaire aux élections. Il n'y a pas de contradiction entre cela et l'appel à une réélection du gouvernement travailliste. Ce serait même, dans la situation actuelle, un manquement au devoir révolutionnaire que de ne pas chercher par tous les moyens possibles à avancer une telle solution de rechange socialiste et que de ne pas lui donner autant d'importance qu'à l'appel à un gouvernement travailliste.

S'il n'en était pas ainsi, on pourrait croire que l'appel à réélire un gouvernement travailliste équivaut à approuver la politique de Callaghan. Bien sûr, étant donné le contexte dans lequel les prochaines élections vont se dérouler, une intervention dans ces élections devra être reliée à tous les niveaux avec tous les combats de lutte de classe qui se déroulent actuellement, non seulement en ce qui concerne les salaires, mais aussi en ce qui concerne le combat contre le racisme et la violence fasciste, le combat pour le droit des femmes et la libération des femmes, le combat pour le retrait des troupes d'Irlande et la solidarité avec les luttes qui se déroulent en Iran et en Afrique du Sud. Il est donc tout à fait erroné d'opposer le fait de présenter des candidats contre les travaillistes à l'activisme. Mais l'activisme sur des points isolés est insuffisant en lui-même. Il est indispensable de présenter une solution de rechange globale face à Callaghan, et cela demande de présenter un programme d'action d'ensemble.

C'est pourquoi l'Unité Socialiste - une alliance électorale de lutte de classe - va proposer un certain nombre de candidats lors des élections, dans des circonscriptions soigneusement choisies. Il y a un accord général de la gauche révolutionnaire sur ce programme d'action. Refuser l'action commune dans les élections alors qu'un tel accord existe ne peut, dans cette situation, aider personne, si ce n'est Callaghan.

Le 28 janvier 1979

Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe

Nous publions ci-dessous le manifeste adopté par les sections européennes de la IVE Internationale en vue de l'élection prochaine du Parlement européen.

● Les élections au Parlement européen prévues pour juin 1979 coïncident avec une offensive anti-ouvrière accentuée dans les pays de la Communauté européenne. La bourgeoisie essaie de faire payer aux travailleurs les frais de la crise économique. A cette fin se multiplient les fermetures d'usines, les licenciements, les attaques contre les salaires, les atteintes aux acquis des travailleurs en matière de sécurité sociale ou encore les mises en question de droits syndicaux.

Partout le patronat impulse une politique d'austérité. Loin de défendre de manière unifiée les intérêts de la classe ouvrière contre cette offensive patronale, les directions des Partis socialistes et des Partis communistes soit participent directement à la mise en place de telles politiques, soit la tolèrent, soit affaiblissent ou démobilisent la riposte par une fragmentation des luttes et par l'absence de toute solution de rechange anticapitaliste d'ensemble.

Les sociétés multinationales développent une action concertée. Loin d'y opposer une coordination internationale de l'action ouvrière, les directions des

PS et des PC s'enlisent dans des pratiques de collaboration de classes au niveau national et international et se portent au premier rang de la défense des intérêts « nationaux » des classes dirigeantes de leurs Etats respectifs. Ainsi ces directions des PS et des PC accentuent la division des rangs ouvriers.

La IVE Internationale participe à la campagne électorale pour le Parlement européen afin de faire entendre une voix internationaliste et anticapitaliste, parlant pour les travailleurs, les femmes, les nationalités opprimées, les jeunes et les immigrés. Elle s'efforcera de démontrer que face à l'action concertée internationale des bourgeoisies européennes, il est nécessaire et possible de développer une riposte unifiée de la classe ouvrière. Elle fait la démonstration pratique que face à l'action concer-

UN PARLEMENT AU SERVICE DU CAPITAL

Le Parlement européen servira avant tout de chambre d'enregistrement des décisions prises préalablement par les Etats et les gouvernements qui protègent les intérêts du Capital dans les neuf pays de la Communauté européenne, communauté fondée entièrement sur les principes de l'économie des marchés capitalistes. Celle-ci apporte aux travailleurs le fardeau du chômage, des attaques con-

tre le niveau de vie et les libertés démocratiques.

Mais les élections européennes ne représentent pas simplement une tentative de diversion en vue de détourner l'attention des travailleurs des graves problèmes quotidiens auxquels ils sont confrontés. Il ne s'agit pas seulement d'une opération de propagande pour essayer de revaloriser les institutions européennes. Elles visent aussi à renforcer des institutions qui doivent faciliter à la bourgeoisie européenne la recherche et la formulation de mesures et d'objectifs propres à la défense de ses intérêts face à tous ses ennemis et concurrents.

Les travailleuses et les travailleurs n'ont rien à espérer ni rien à défendre de ce Marché commun capitaliste ou de son Parlement. Les travailleuses et les travailleurs n'ont rien en commun avec cette Europe des trusts et des banques, avec cette Europe néo-colonialiste qui perpétue l'exploitation de ses anciennes colonies, avec cette Europe impérialiste, alliée militaire de l'impérialisme américain.

Nous sommes des adversaires irréconciliables des institutions de cette Europe.

Nous nous opposons à l'argument d'une Europe qui serait une « troisième force » utile entre les deux « super-puissances ». L'impérialisme européen n'est en rien meilleur que l'impérialisme américain. Les multinationales d'origine et de vocation européenne ne cèdent en rien aux multinationales américaines ou japonaises.

Nous ne nous opposons pas à l'Europe des trusts au nom d'une fantomatique « indépendance nationale », de plus en plus utopique et de plus en plus réactionnaire à l'époque des multinationales et de l'internationalisation progressive de la Lutte ouvrière. Prôner des mesures protectionnistes contre lesquelles, inévitablement, d'autres pays prendront des mesures de rétorsion, c'est en réalité opposer les travailleurs entre eux. C'est contribuer objectivement à généraliser des baisses

de niveau de vie sous prétexte de défense de « l'industrie nationale ». Nous nous opposons à cette Europe au nom de l'Europe des travailleurs, des Etats-Unis socialistes d'Europe. Aux mystifications parallèles de la « solidarité européenne » et de la « souveraineté nationale », nous opposons la devise de solidarité internationaliste : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ».

DES ELECTIONS ANTIDEMOCRATIQUES

Les prétendus champions de l'Europe unie ont enfermé ces élections dans le carcan de législations électorales nationales. Ils empêchent la présentation d'une liste unique, indépendamment de la nationalité des candidats, dans les neuf Etats. Dans les différents pays, ils multiplient les obstacles à la présentation de candidats. Les prétendus « défenseurs des Droits de l'Homme » dénie aux millions de travailleurs immigrés les droits civiques et politiques les plus élémentaires, tel celui de voter et d'être candidat. Nous affirmons que notre but serait de présenter dans de telles élections une liste unique de candidats composée de militants ouvriers, féministes, jeunes, non seulement des neuf pays membres de la CEE, mais encore de tous les pays concernés, incluant une représentation des travailleurs immigrés non originaires d'Europe. Les législations antidémocratiques des divers Etats nous en empêchent. Nous défendrons cette perspective, même si nous devons présenter des listes sur le plan national.

AUX MILITANTS DES PS ET DES PC

Les militants socialistes et communistes devraient réfléchir au scandale que représente la marche en ordre dispersé de leurs partis dans les neuf pays membres de la CEE. Alors que les PC italien et espagnol appuient le Marché commun - sous prétexte qu'on peut le démocratiser - les PC britannique, allemand et danois sont contre. A l'époque où les multinationales manœuvrent à leur gré sur la scène mondiale, déplacent des

usines, des installations, des commandes d'un pays à l'autre, selon leurs calculs de profit et leurs visées politiques, il est significatif que ces partis soient incapables de leur opposer un même programme international de défense des intérêts des travailleurs. Leur nationalisme et leur sectarisme doivent être radicalement dépassés, sinon aucun combat contre les multinationales et l'Europe des trusts n'est possible.

Nous appelons les travailleurs qui accordent leur confiance aux Partis socialistes et communistes à engager le combat pour que leurs directions en finissent avec la politique de collaboration et de conciliation de classes avec la bourgeoisie et de division des travailleurs, pour qu'elles se prononcent pour des gouvernements ouvriers sans ministres bourgeois, qui donnent satisfaction aux revendications essentielles des masses laborieuses.

POUR UNE RIPOSTE INTERNATIONALE A L'AUSTERITE

Nous appelons les syndiqués et tous les travailleurs des neuf pays membres de la CEE à réclamer de leurs organisations syndicales une mobilisation de masse et une campagne de grèves effectives pour la semaine de 35 heures. De nombreux syndicats européens se sont prononcés pour ce mot d'ordre. Il ne peut plus être traité comme un simple sujet de propagande, au moment où le chômage atteint une ampleur angoissante.

Nous sommes prêts de 40 millions de syndiqués. Cette force mobilisée peut imposer la semaine de 35 heures sans réduction du salaire hebdomadaire ou mensuel, avec embauche proportionnelle obligatoire et avec contrôle ouvrier sur les cadences, pour empêcher leur accélération.

Nous proposons que les organisations syndicales convoquent au plus vite un Congrès européen du Travail, regroupant tous les

syndicats sans exclusive aucune, assurant une large représentation démocratique des délégués d'usine et de base. Un tel congrès pourrait élaborer un plan concret de lutte et de mobilisation immédiate pour les 35 heures. Il pourrait être suivi d'une solution de rechange ouvrière commune à la politique bourgeoise d'austérité. Toutes les organisations ouvrières d'Europe capitaliste doivent s'unir dans l'action pour opposer à la politique d'austérité des divers gouvernements un plan anti-crise, ouvrier et socialiste.

POUR L'EUROPE DES TRAVAILLEURS

En opposant à l'Europe des trusts et des banques, l'Europe des travailleurs, les Etats-Unis socialistes d'Europe, qui brisent la division de l'Europe, nous appelons tous les salariés et les paysans pauvres, sans distinction de nationalité, à s'unir dans le combat pour le socialisme, pour une société sans chômage ni crise économique, sans inégalité sociale ni oppression. Pour cela, il faut exproprier le capital, désarmer la bourgeoisie, établir le pouvoir des travailleurs par les conseils ouvriers démocratiquement élus et centralisés. Cela assurera aux travailleurs, non seulement une énorme extension de droits et de pouvoirs économiques et culturels, mais encore un accroissement qualitatif des libertés, des droits et des pouvoirs politiques par rapport aux régimes parlementaires bourgeois.

Pareille révolution socialiste effacerait le discrédit que la bureaucratie stalinienne en URSS comme en Europe orientale les crimes qu'elle a commis, ont jeté sur le socialisme. Elle lui rendrait son vrai visage, ce qui hâterait de manière décisive le processus de révolution politique antibureaucratique en URSS et dans les « démocraties populaires » et l'adhésion des travailleurs d'Amérique du Nord au socialisme.

De même, la révolution politique en Europe accélérerait la montée de la révolution en Europe capitaliste.

UN PROGRAMME DE MOBILISATION ET DE LUTTE

Dans les neuf pays, nous ferons campagne pour les élections au Parlement européen sur une plate-forme unique et internationale. Nous la soumettons à la discussion de toutes les organisations se revendiquant du mouvement ouvrier. Nous les appelons à envisager une campagne commune sur la base des points essentiels de ce programme qui défend les intérêts des travailleurs et de la révolution socialiste dans ces élections.



Contre la politique d'austérité imposée par la bourgeoisie pour alléger la crise capitaliste aux frais des travailleurs.

Pour une action syndicale coordonnée, à l'échelle européenne, afin d'arracher immédiatement les 35 heures avec maintien du salaire hebdomadaire ou mensuel, embauche obligatoire et contrôle ouvrier sur les cadences.

Contre les licenciements et les fermetures d'usine, droit de veto ouvrier, confiscation des entreprises fermées et leur réouverture comme entreprises nationalisées, placées sous contrôle ouvrier.

Ouverture des livres de comptes des multinationales !

Ouverture des livres de comptes de la Commission européenne (y compris ceux qui concernent la politique agricole commune) !

Contre l'inflation qui se poursuit conjointement au chômage, échelle mobile des salaires et des allocations sociales.

Contre la crise économique capitaliste, plan de solutions ouvrières élaboré par le mouvement ouvrier, orienté vers la satisfaction prioritaire des besoins

des masses, fondé sur la nationalisation sans indemnités ni rachat de la grande industrie, du secteur du crédit, du commerce extérieur.

Contre la discrimination à l'égard des travailleurs immigrés, des femmes et des jeunes, victimes principales du chômage.

Pour une politique de crédit à bon marché et de circuits coopératifs en faveur des paysans pauvres, victimes de la crise capitaliste et des intermédiaires bourgeois, permettant d'augmenter leurs revenus et de faire baisser en même temps, pour les consommateurs, le prix des denrées alimentaires.



Pour l'égalité complète des droits civiques, politiques et syndicaux pour les travailleurs immigrés. Contre toute législation de type raciste ou chauvin limitant la libre circulation des travailleurs. Contre l'offensive raciste néofasciste, unité d'action de tout le mouvement ouvrier pour défendre les minorités persécutées ou menacées, ou victimes de discrimination.



Contre le néocolonialisme et les impérialismes européens et leurs agressions au Tchad, au Sahara, à Djibouti, au Zaïre et ailleurs.

Solidarité avec toutes les luttes de libération des peuples colonisés.

Hors de l'OTAN !
Suppression de leurs armes atomiques !

Contre l'Europe des armées bourgeoises, solidarité internationale avec la lutte des soldats pour leurs droits démocratiques et l'amélioration de leurs conditions de vie.



Contre l'oppression des minorités nationales en Europe même, tels que les Basques et les Catalans. Pour leur droit illimité à l'autodétermination. Pour une Irlande indépendante et unifiée. Retrait des troupes britanniques d'Irlande du Nord.



Solidarité avec la lutte des masses de l'Europe de l'Est et de l'URSS pour leurs droits démocratiques, politiques, syndicaux et nationaux.

A bas la dictature de la bureaucratie, pour le pouvoir des conseils ouvriers !
Troupes du Pacte de Varsovie, hors de la République socialiste tchécoslovaque !

Pour l'unification socialiste de l'Allemagne !

Pour la défense des systèmes de propriété nationalisée contre l'impérialisme !



Contre la pollution et les menaces sur l'environnement provoquées par le système du profit et de la concurrence.

Contre la construction de centrales nucléaires. Fermeture de toutes les centrales en activité. Toute la vérité sur les risques actuels des centrales nucléaires doit être portée à la connaissance de tous.



Pour l'appui à la lutte des femmes; pour leur égalité en droits et en statut. Avortement et contraception libres et gratuits



sur demande. A travail égal, salaire égal. Mesures spéciales pour compenser les effets de la discrimination contre les femmes en matière de formation et d'embauche. Pour des équipements collectifs de qualité, afin de mettre fin à la double journée de travail.



Contre la montée des lois répressives comme les interdictions d'exercer des professions en RFA pour les « adversaires de la Constitution ».

Défense intransigeante et sans restriction des libertés démocratiques et du droit de grève.

Contre la « Convention européenne antiterroriste » qui ne vise pas le terrorisme, mais l'aile radicale du mouvement ouvrier

et qui sera demain utilisée contre le mouvement ouvrier dans son ensemble.

Pour la libre circulation des personnes et des idées entre tous les Etats d'Europe et du monde.

Pour les droits démocratiques à un enseignement totalement gratuit pour tous et au pré-salaire étudiant à partir de 16 ans. Contre la sélection limitant l'accès aux études supérieures. Contre l'enseignement bourgeois orienté vers le travail rentabilisé, parcellisé et aliénant.



Pour l'unité d'action des partis se réclamant du mouvement ouvrier. Contre tout pacte avec des partis bourgeois. Indépendance totale des syndicats par rapport à l'Etat.

Pour sortir de la crise du Capital, il faut renverser le capitalisme, il faut ouvrir la voie au socialisme, il faut que les travailleurs prennent le pouvoir.



Appui plein et entier à la campagne des révolutionnaires portugais, espagnols et grecs contre l'intégration de leurs pays dans la Communauté du Capital.

Les futurs gouvernements des travailleurs de l'un ou de plusieurs des neuf pays membres devrait rompre avec le Marché commun, l'Europe des trusts et du grand capital et déclencher le processus de construction des Etats-Unis socialistes d'Europe.



Les éditions La Brèche viennent de publier une cassette de formation « Les Etats Unis socialistes d'Europe », par J.M. Freyssat. K7 no 23 La Brèche 99 rue de l'Ouest, 75014 Paris (25 F)



SIGNATURES

Grande-Bretagne
France
République fédérale allemande
Belgique

Hollande
Italie
Luxembourg
Danemark

Le Secrétariat Unifié de la IVe Internationale

La campagne est soutenue par les sections des pays dont les gouvernements ont demandé l'adhésion au Marché commun :

Espagne
Portugal
Grèce

International Marxist Group (IMG)
Ligue communiste révolutionnaire (LCR)
Gruppe Internationale Marxisten (GIM)
Ligue Révolutionnaire des Travailleurs
Revolutionaire Arbeiders Liga (LRT-RAL)
Internationale Kommunisten Bond (IKB)
Gruppi Communisti Rivoluzionari (GCR)
Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR)
Revolutionar Socialistischer Forbund (RSF)

Liga Comunista Revolucionaria (LCR)
Partido Socialista Revolucionario (PSR)
Organisation communiste internationaliste (OCDE)

